

# EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale  
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

## sommaire

<b>Michel HELLER.</b> — Le mirage des grandes réformes.....	1
<b>Jean-François REVEL.</b> — Quelle stratégie face à Moscou ? Le diagnostic de Z. Brzezinski .....	5
<b>Georges DUPOY.</b> — Le Nicaragua, foyer révolutionnaire international.....	7
<b>René MILON.</b> — Les communistes, faux défenseurs des libertés .....	11
<b>Michel MOPIN.</b> — La C.E.E. et les pays de l'Est : nouveaux développements ? .....	15
<b>Claude HARMEL.</b> — Le P.C. sud-africain et l'ANC. Les débuts difficiles de l'alliance du PCSA et de l'ANC.....	18
<b>CHRONIQUES</b>	
<b>Branko LAZITCH.</b> — A la veille du « Congrès Mondial de la Paix » .....	22
<b>Pierre LORRAIN.</b> — Le « néoglobalisme », stade suprême de l'impérialisme.....	24
<b>Hervé LE GOFF.</b> — Les socialistes de F. Gonzales face aux fragments du communisme espagnol et à ses alliés.....	25
<b>Pierre RIGULOT.</b> — Margarete Buber-Neumann : un témoignage dénaturé.....	26
<b>C.H.</b> — Le nouveau président du PC sud-africain, Joe Slovo .....	28
<b>P.L.</b> — Nucléaire : les « pirates » de Kalinine	29

### LE POINT DE VUE D'EST & OUEST

Les communistes hostiles à un statut légal des partis politiques .....	30
------------------------------------------------------------------------	----

### NOTES ET INFORMATIONS

Les socialistes ont peur de perdre leur rêve ..	32
Précisions sur le nombre de détenus en URSS.....	32
Fidel Castro imite Moscou .....	33
Trois ans de démocratie à la Grenade .....	33
Espagne : échec communiste aux élections législatives.....	33
L'URSS et l'internationale socialiste .....	34
Jean Ziegler s'exprime dans la revue de Prague.....	34
<b>Guy Barbier.</b> — Un journaliste communiste : Dominique Sanchez.....	35

### LES LIVRES

<b>P. R.</b> — « Le plus grand parti de France ».....	36
-------------------------------------------------------	----

## LE MIRAGE DES GRANDES RÉFORMES

**D**epuis maintenant soixante-dix ans, cette devinette reste sans réponse : pourquoi l'Occident ne cesse-t-il de rêver à de grandes réformes intervenant en URSS et qui permettraient à ce pays de devenir plus fort et par conséquent plus agressif ?

La réponse, qui nous manque, permettrait sans doute de comprendre aussi la raison de l'enthousiasme que provoque toute apparition d'un nouveau secrétaire général au Kremlin. A chaque fois, se reproduit ce que l'écrivain satirique russe Saltykov-Chtchédrine avait écrit il y a plus de 100 ans sur les habitants de la ville de Glouptovo (Idiotville) :

*« Avant même d'avoir vu de leurs propres yeux le nouveau dirigeant qui leur était désigné, ils racontaient déjà sur lui des merveilles et le qualifiaient de « bel homme » et de « la sagesse même ».*

Cette fois, après l'apparition du « nouveau dirigeant désigné », les enthousiasmes ont encore sensiblement augmenté. L'hebdomadaire britannique *Economist* a qualifié Gorbatchev de premier leader russe, après Lénine, qui soit acceptable pour un « homme sensé ». Cette formule a tout du plagiat de la formule employée par le président Mitterrand, après de longues heures de conversation avec le secrétaire général, selon laquelle Gor-

batchev est le « *premier leader soviétique de son temps* ».

Il ne fait pas de doute que les sentiments qu'inspire Mikhaïl Gorbatchev vont se réchauffer davantage encore depuis qu'il a prononcé le mot de « révolution » dans son discours du 31 juillet dernier à Khabarovsk. Seul un « chef pour les hommes sensés », seul un « leader de son temps » peut décréter la révolution dans son propre pays. Il est vrai que la révolution prônée par un dirigeant s'appelle en général une « révolution d'en haut ». Il est vrai aussi qu'une telle « révolution d'en haut » a déjà été décrétée par Staline dans les années 1929/1931 et s'est soldée par environ quinze millions de victimes. Cependant, les faits sont tétus, comme aimait à dire Lénine.

Le 31 juillet 1986, Gorbatchev, exténuant les responsables du parti de Khabarovsk à force de répéter le mot « *perestroïka* » (refonte, restructuration), a ainsi précisé sa pensée : « *Je mettrai bien le signe égal entre les mots refonte et révolution* ». Ensuite, le secrétaire général a défini ce qu'est la révolution : « *Les réformes et décisions adoptées par le plénum d'avril du comité central et le 27<sup>e</sup> congrès du PC constituent une véritable révolution, à l'intérieur du système de notre société, pour les esprits et le cœur des gens, pour la psychologie et la compréhension de la période contemporaine, et en premier lieu des tâches qui découlent de l'impétueux progrès scientifique et technique* ».

Par conséquent, la révolution a été programmée au plénum d'avril 1985 du comité central (juste après l'élection de Gorbatchev au poste de secrétaire général) et au 27<sup>e</sup> congrès du PC en 1986 (Gorbatchev étant alors au pouvoir depuis presque un an et demi). En mars 1985, un fougeux soviétologue américain avait lancé cette prédiction : « *Laissez à ce bel homme six mois et vous verrez à quel point se transformera le pays des Soviets* ». Le temps imparti était, bien sûr, beaucoup trop court. Les spécialistes français de politique étrangère donnent deux ans à Gorbatchev (à partir d'aujourd'hui) pour voir clair dans ses intentions, comme l'a indiqué le journaliste américain Philip Geyelin (*International Herald Tribune*, 6-17/08/86).

Au cours de deux grandes interventions, à Vladivostok le 28 juillet et à Khabarovsk le 31 juillet, Gorbatchev a donné des détails sur sa conception de la « révolution » qu'il entend mener et sur les bases de sa politique intérieure et étrangère.

Il y a peu de risques que des symptômes connus nous induisent en erreur : nous connaissons bien aujourd'hui les attributs du « culte de la personnalité ». Ils sont tous présents dans la personnalité de Gorbatchev et le « culte de sa personnalité » a commencé à se développer avec une rapidité sans précédent dans l'histoire soviétique.

Il suffit de regarder comment se passent les arrivées et départs de l'actuel secrétaire général,

qui voyage dans une superbe solitude (1). Il suffit de regarder les photos qui représentent le Guide en contact étroit et direct avec le Peuple, sans la barrière de l'appareil qui déforme toujours et n'exprime pas avec justesse les sentiments et les idées du Guide. Il suffit enfin de lire les dialogues entre le Guide et le Peuple pour que disparaisse le moindre doute : le culte de sa personnalité est en place. Cela ne veut pas dire que Gorbatchev peut faire tout ce qu'il veut. Mais cela signifie que personne ne peut faire ce que lui ne veut pas.

## DIFFICULTÉS INTÉRIEURES

Le discours de Khabarovsk consacré à la politique intérieure est un document important sur l'époque gorbatchévienne, et un exemple remarquable du style de l'actuel secrétaire général. Ses traits caractéristiques sont une démagogie sans vergogne, alliée au jeu de la confusion et du désarroi démocratique.

Il annonce à ceux qui sont autour de lui que vient de s'achever le travail préparatoire d'une nouvelle loi sur les entreprises et aussitôt, il « prend leur avis » : « *Je voudrais vous demander votre opinion : est-il nécessaire de publier le projet de loi afin qu'il soit soumis à discussion ?* » Ayant entendu autour de lui : « *C'est nécessaire, c'est nécessaire* », il répond : « *D'accord, je pense que vous avez raison* ».

Il reprend ainsi les célèbres paroles de Staline à la gloire du peuple russe, sans citer de source bien entendu : « *Le peuple est remarquable, on n'en trouverait de pareil nulle part ailleurs ; la plus grande maîtrise, on la trouve dans notre peuple ; la plus grande activité politique, on la trouve dans notre peuple* ». Et dans le même temps, il énumère une série de faits témoignant de la profonde crise de l'économie soviétique.

Que Gorbatchev aille en Sibérie, dans la région de la Volga ou en Extrême-Orient soviétique, il raconte à son auditoire combien les affaires vont mal, évoque le retard qui frappe l'industrie pétrolière ou la construction de machines, ou la confection... Il a signalé des retards dans tous les secteurs de l'économie. Et a désigné l'accélération comme la seule mesure de salut en la matière. Il y a un demi-siècle, Staline avait déclaré : nous avons de cinquante à cent ans de retard sur les pays les plus avancés et si nous ne les rattrapons pas d'ici à dix ans, tout sera perdu. Avec d'autres mots, c'est exactement ce que dit Gorbatchev.

Staline savait parfaitement quelle sorte de révolution lui était nécessaire : liquidation de la paysannerie, indépendance de l'Etat et construction d'un Etat totalitaire. Les adversaires de Khrouchtchev étaient les excès stalinien, en particulier le gigantesque empire des camps, qui

(1) Au cours des premières années de leur secrétariat général, Staline, Khrouchtchev et Brejnev faisaient régulièrement leurs déplacements politiques en compagnie d'un ou plusieurs collègues du Politburo. Gorbatchev a fait son voyage en Extrême-Orient tout seul (accompagné seulement de son épouse).

n'étaient déjà plus nécessaires dans un Etat totalitaire parvenu à maturité. Gorbatchev s'est trouvé face à un adversaire inattendu. Dans le vocabulaire politique d'aujourd'hui, il a désigné « *le facteur humain* ». L'adversaire de Gorbatchev est l'homme soviétique qui ne veut pas travailler.

Des chiffres officiels, semi-officiels et pas officiels du tout sont apparus et continuent à apparaître, qui témoignent du faible niveau de l'économie soviétique, de ses tares et de ses points faibles. Alain Besançon, dans « *Anatomie d'un spectre* », un livre qui reste la meilleure analyse du phénomène économique soviétique, a montré d'une manière convaincante que les critères employés d'habitude ne font que nuire à la compréhension du système soviétique.

Le système soviétique, c'est un petit mot qu'au cours d'une réunion du PC à Moscou, reçoit Boris Eltsine d'un membre du Parti chargé de la propagande, mot sur lequel est écrit : « *Nous avons volé et nous continuerons à voler* ». C'est aussi le problème du travail des autobus à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, que les autorités du Parti et du Gouvernement ne parviennent pas à régler depuis sept ans : les chauffeurs de bus, qui reçoivent un salaire de misère, gardent pour eux le prix des billets qu'ils encaissent. En avril 1986, le premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan a exigé que « *les organes de parti pour la région, la ville et les arrondissements contrôlent rigoureusement chaque bus à chaque voyage* » (*Bakinski Rabotchi*, 8/4/86).

La littérature soviétique, au cours des derniers temps, a cité, sur l'attitude du Soviétique face au travail, des faits de la vie quotidienne tellement étonnants et incroyables qu'il est peu probable de les voir publiés dans le plus antisoviétique des journaux occidentaux.

Viktor Astafiev, auteur du roman « *Triste détective* », terrible voyage au bout de la nuit soviétique, a déclaré, dans une interview, qu'il reçoit des lettres ainsi rédigées : « *Votre livre, c'est de l'eau de rose, rien de plus. Je vais vous montrer autre chose. Viennent alors des récits de cas réellement terribles* ». L'écrivain reconnaît qu'il ne peut déjà plus lire ce genre de choses et qu'il en a perdu le sommeil (*Ogoniok* n° 31, 9 août 1986). Peut-être plus terrible encore que ce qu'a écrit Astafiev et que ce qu'on lui a écrit dans ces lettres, ce simple fait : la *Pravda* du 9/8/86 a indiqué que l'équipement du « sarcophage » prévu pour recouvrir le réacteur qui a explosé à Tchernobyl sera livré en retard en raison d'irrégularités dans l'approvisionnement en ciment ! A noter que l'exécution des travaux a été inspectée par le premier ministre Ryjkov et par le président du KGB Tchebrikov, signe certain que des prisonniers sont utilisés actuellement à Tchernobyl.

Le but principal, Gorbatchev ne cesse de le répéter, est d'« *activer le facteur humain* ». Dans l'arsenal de l'Etat soviétique, il existe un certain

nombre de moyens pour cela. Gorbatchev veut les utiliser tous. Le plus éculé, celui que tous les dirigeants soviétiques ont ressorti, est « *les nouvelles formes de direction* ». Brejnev en a parlé sur un ton monotone, Kossyguine a essayé d'en faire une opération « cosmétique » et Khrouchtchev l'a utilisé comme une intervention chirurgicale radicale.

Le modèle stalinien a fait la preuve de sa perfection en résistant à tout changement. Gorbatchev n'a aucun doute là-dessus : « *Dans notre pays, avec son économie planifiée, son système particulier de gestion, où le Parti a le rôle de dirigeant, beaucoup dépend – d'une manière déterminante – de la façon dont travaille le Parti et dont agissent ses cadres* ». Les nouvelles formes de gestion dont rêve le secrétaire général, c'est l'amélioration du travail de l'appareil du Parti. Et c'est dans cette direction que va la « *refonte* », qui est proclamée question primordiale pour la nouvelle direction soviétique.

Toutes les décisions fondamentales de ces derniers temps visaient au perfectionnement du travail de la machine du parti. La machine reste la même : quelques pièces fatiguées sont remplacées (un plénum du comité central, a promis Gorbatchev, s'occupera assidûment du problème des cadres) et on la recouvre d'une nouvelle couche de peinture.

La « *purge* », qu'on préfère aujourd'hui appeler « *nettoyage* », a exigé qu'on utilise un moyen important et éprouvé de « *l'activation du facteur humain* » : la « *transparence* » (*glasnost*), un terme que Lénine a utilisé pour la première fois en 1921 (Critiques et autocritiques) et qui était l'une des armes préférées de Staline.

Gorbatchev convainc les dirigeants locaux du Parti de la nécessité de la « *transparence* », dont ils ne sentent absolument pas l'utilité. Ils voudraient vivre en toute tranquillité, séparés du reste du monde par leur situation. « *On demande parfois, reconnaît le secrétaire général, si c'est le comité central qui a développé aussi largement la critique, l'autocritique et la transparence* ». Il soutient : « *Et bien, je vais vous dire que pour l'instant, nous n'y avons rien perdu, seulement gagné* ».

Et il pose la question : « *Si nous ne nous critiquons pas nous-mêmes et ne nous soumettons pas à examen, que se passera-t-il ?* ». La réponse a été donnée il y a très longtemps : le 17 janvier 1930. Dans une lettre adressée à Gorki, Staline expliquait alors : « *Nous ne pouvons pas vivre sans autocritique. Nous ne pouvons absolument pas, Alexei Maximovitch. Sans autocritique, le marasme, la décomposition de l'appareil, le développement de la bureaucratie et le tort porté à l'initiative créatrice de la classe ouvrière sont inévitables* » (Staline, *Oeuvres*, tome 12, p. 173).

La « *transparence* » dont se félicitent tant les nombreux admirateurs de Gorbatchev est bien connue au sein du système soviétique. Sa nature ne consiste pas à révéler des faits cachés, ni à cri-

tiquer les tares en toute liberté, mais à affirmer à haute voix et sous un contrôle strict ce que tout le monde sait depuis longtemps. On lève le tabou sur un secret qui n'existe plus depuis longtemps seulement quand l'instance suprême en a donné la permission. Le but de la « transparence » ne consiste pas en une meilleure information, mais en la confirmation et l'officialisation d'une information connue, ce qui permet de désigner le fautif, l'ennemi.

Dans son discours de Vladivostok, Gorbatchev a reconnu que l'Extrême-Orient soviétique s'est mal développé pendant des dizaines d'années, nullement comme il fallait. Son explication : « Ainsi s'est manifestée la courte vue politique de certains responsables du Gosplan, des ministères... ». Chacun sait très bien que les décisions politiques en URSS sont prises par la direction du Parti, mais que son secrétaire général ne va pas inclure celle-ci dans le cercle de la critique et de l'autocritique.

La « transparence » est tout particulièrement contrôlée dans le secteur idéologique, dans l'histoire – la mémoire nationalisée. Un remarquable exemple de « transparence » contrôlée a été donné par la *Pravda* du 1<sup>er</sup> juillet 1986. Dans un grand article consacré au 45<sup>e</sup> anniversaire de la création du Comité d'Etat à la défense, instance suprême chargée de la direction du pays en temps de guerre, sont cités, en premier lieu, les noms des membres du Comité : « I.V. Staline (président), V.M. Molotov (vice-président), K.E. Vorochilov, G.M. Malenkov et d'autres ».

Il est difficile de dire quel est le pourcentage de Soviétiques qui se souviennent encore aujourd'hui que le premier Comité d'Etat à la défense, créé huit jours après l'attaque allemande de 1941, était formé de cinq personnes. Dans l'article, l'expression « et d'autres » ne dissimulait qu'un seul nom, celui de Béria. La *Pravda* a cité quatre noms qui, à l'exception de celui de Staline, ne sont pas mentionnés dans la presse soviétique en général. Elle a ainsi donné son dû à la « transparence ». Mais un tabou pèse encore sur le nom de Béria (2) puisqu'il a été transformé en « et d'autres ». Lorsqu'on lit les journaux soviétiques, les revues qui donnent des chiffres ou des faits concernant l'économie, lorsqu'on lit des interventions prononcées dans des réunions et des congrès, et aussi des romans et des nouvelles, il ne faut pas oublier les « et d'autres », qui seront nommés quand ils seront connus de tous et qu'une décision en ce sens aura été prise.

## AMBITIONS EXTÉRIEURES

L'allocation de Gorbatchev à Vladivostok a été consacrée à la politique extérieure. Et quelle différence de ton ! Sur la politique intérieure, le secrétaire général ne dit que ce qui a déjà été dit

(2) Au cours de la Grande Guerre Patriotique, deux autres dirigeants furent nommés à cette instance suprême : *Voznessenski* (fusillé plus tard par Staline) et *Kaganovitch* (épuré en 1957 par Khrouchtchev).

des centaines de milliers de fois : il exhorte, persuade, promet que dans quelques années tout ira mieux, et il menace ceux qui ne veulent pas travailler « d'une manière créative ». Sur la politique étrangère, Gorbatchev parle avec enthousiasme, il avance des propositions habiles, adroites, il se déclare prêt à des compromis, il appelle à la détente et ne cesse de répéter que le monde est au bord de la guerre dans laquelle les impérialistes américains veulent faire basculer l'humanité.

Le symbole de la politique extérieure de l'URSS – qui part du ferme principe que l'Occident avalera n'importe quoi –, on le trouve dans ces deux tableaux apparus dans le ciel de Moscou le 5 juillet 1986 au dessus du stade dans lequel se sont ouverts les « Jeux de la bonne volonté ». L'un d'eux représentait un champignon atomique avec l'inscription « Hiroshima » ; l'autre, l'arrimage du vaisseau spatial soviétique « Soyouz » au vaisseau américain « Apollo ». D'un côté, l'incarnation du mal atomique (les Etats-Unis) et le Japon, qui, comme le savent les historiens, a voulu participer à la seconde guerre mondiale et qui est appelé par Gorbatchev « la première victime de l'arme atomique américaine ». De l'autre, les larges perspectives ouvertes par la détente.

La menace d'une guerre inévitable et cauchemardesque qui détruirait le monde constitue aujourd'hui la plus importante légitimation de l'activité de Gorbatchev. La politique qui consiste à présenter le spectre du danger militaire de manière plus dramatique lui a été concrètement profitable, même après la catastrophe de Tchernobyl. Tchernobyl est devenu d'un côté un témoignage des horreurs d'une éventuelle guerre atomique et d'un autre côté, un témoignage supplémentaire du courage du peuple soviétique qui a sauvé l'humanité. Evtouchenko l'a écrit sans détour, ceux qui ont éteint l'incendie de Tchernobyl ont répété l'exploit du peuple soviétique de 1941 : ils ont sauvé le monde (*Literatournaia Rossia*, 20 juillet 1986).

MICHEL HELLER

## LA MACHINE ET LES ROUAGES

*La formation  
de l'homme soviétique*

Traduit du russe par  
ANNE COLDEFY-FAUCARD

CALMANN-LÉVY

La propagande soviétique a même constitué une anthologie des exploits du peuple soviétique : les traditions des héros de la seconde guerre mondiale ont été renouées par les héros qui accomplissent leur devoir internationaliste en Afghanistan et par les héros de Tchernobyl. Alexandre Prokhanov, auteur du premier roman sur la guerre en Afghanistan (3), a parlé des exploits des pilotes d'hélicoptère qui déversaient du sable sur le réacteur de Tchernobyl en fusion, en précisant qu'il avait déjà rencontré ces pilotes « *dans les cols en sang d'Afghanistan* ». C'est là-bas qu'ils ont appris à bombarder avec précision, ce qui leur a permis d'éteindre le feu nucléaire de Tchernobyl et de sauver l'humanité (*Pravda*, 21 juin 1986).

En exigeant qu'on sauve le monde, en insistant sur le fait qu'il n'y a qu'une alternative – la bourse ou la vie – Gorbatchev a en même temps annoncé une nouvelle stratégie en politique étrangère.

L'Océan Pacifique est déclaré zone d'intérêt vital pour l'URSS. Il y a deux ans, l'objectif : « *Vers l'Océan Pacifique* » est apparu pour la première fois au milieu des slogans adoptés deux fois par an par le comité central pour les fêtes. A Vladivostok, Gorbatchev a fixé les lignes de base de la politique soviétique dans le Pacifique, il a nommé les principaux Etats qui intéressent l'Union soviétique et a cité les premiers succès intervenus : l'établissement de relations diplomatiques avec sept républiques des îles du Pacifique.

Le nouvel axe de la politique étrangère de l'URSS vise le ventre mou des Etats-Unis, qui

(3) Voir Michel Heller, *L'Afghanistan selon l'optique soviétique ou « Pourquoi mon frère fait-il la guerre en Afghanistan ? »* (*Est & Ouest* n° 26, janvier 1986, p. 2).

offre une autre possibilité de faire pression pour revenir à la détente : en 1975, Brejnev a fixé à Helsinki la zone d'influence soviétique en Europe. Gorbatchev voudrait faire de même pour l'Asie et la région du Pacifique et séparer ce qui a été fermement ancré dans la zone soviétique après la défaite des Etats-Unis au Vietnam et ce qui constitue un objectif pour l'avenir.

Les interlocuteurs occidentaux de Gorbatchev, ses visiteurs, les experts bienveillants, sont unanimes à souligner les changements qui se déroulent en URSS sans qu'on puisse les arrêter, ils parlent et écrivent sur le « nouveau » secrétaire général.

Indiscutablement, Gorbatchev ne ressemble pas à Brejnev. Il n'a pas la chevelure de Brejnev, ni les sourcils de Brejnev. Il ne ressemble pas non plus à Khrouchtchev, il n'est pas si gros. Il n'a pas non plus de moustaches comme Staline, ni de barbichette comme Lénine. Incontestablement, les Soviétiques ne s'habillent pas davantage aujourd'hui comme ils s'habillaient il y a trente ans. Mais peut-on parler de changements quand on pense à des modifications de ce genre ?

Il est bien connu que le caméléon change de couleur selon le milieu dans lequel il se trouve. Peut-on dire qu'en changeant la couleur qui lui sert de défense, le caméléon devient un tout autre animal ?

Aujourd'hui, un an et demi après l'accession du nouveau secrétaire général au pouvoir, il n'existe aucun signe de véritables et profonds changements dans le système soviétique. Les « grandes réformes » restent un mirage.

Michel HELLER

## QUELLE STRATÉGIE FACE À MOSCOU ?

### Le diagnostic de Z. Brzezinski

**L**e dernier livre de Zbigniew Brzezinski, *Game plan*, se veut à la fois une analyse de la situation internationale et un manuel pratique de politique étrangère pour les Etats-Unis. Il est sous-titré, d'ailleurs, *How to conduct the US - Soviet contest*. Son mérite exceptionnel est d'offrir un tableau du rapport des forces dans le monde aussi remarquable par la qualité de sa vision globale que par la précision du détail. Véri-

table prouesse intellectuelle, puisque l'auteur a réussi à faire tenir en 288 pages une somme de réflexion et d'information d'une rare densité.

La vision globale, c'est justement ce qui manque en général aux dirigeants américains, observe Brzezinski. Il fait partie de ceux qui pensent que les dirigeants soviétiques font preuve de beaucoup plus de sens de la continuité et de la synthèse. Les Occidentaux ont parfois une stratégie, rarement

une vision, dit-il. Les Soviétiques ont à la fois une vision et une stratégie. Le but de l'auteur est donc de redonner aux responsables de nos démocraties le sens de la dimension historique dans l'affrontement soviéto-américain, et aussi de la dimension géopolitique et géostratégique du système actuel des positions et tendances, perçu comme un ensemble mondial.

Le sens de la perspective historique est important, car il protège contre les illusions consistant à croire aux solutions miracles qui régleraient d'un seul coup tous les problèmes : contrôle des armements, détente, partage de zones d'influence, etc... L'affrontement soviéto-américain vient de loin et il est destiné à durer. Il ne peut se résoudre que très lentement, et sans doute pas de façon stable à moins de changement décisif à l'intérieur de l'URSS elle-même. En attendant ce jour lointain, commençons par empêcher autant que possible tout affaiblissement du camp occidental.

Et pour y parvenir, il faut d'abord bien voir le monde du point de vue de Moscou. Vue du Kremlin (et de nombreuses cartes non-conformistes constituent l'un des intérêts du livre), l'Union Soviétique, qui est le pays territorialement le plus vaste qui existe, se perçoit elle-même comme au centre de l'Eurasie et ayant vocation à la dominer tout entière. Le conflit soviéto-américain d'après-guerre a émergé, puis est devenu structurel lorsqu'il apparut à Moscou que les Etats-Unis ne se désengageaient pas de l'Europe occidentale et contrecarreraient toute exigence soviétique au delà de ce que Staline avait déjà pris sous contrôle en 1945. L'Europe occidentale acquerrait donc désormais le statut de ce que Brzezinski appelle le premier front stratégique central. Il y a trois fronts stratégiques centraux : celui que nous venons de mentionner. Le deuxième est celui qui est constitué par la zone des Kouriles, de la Corée du Sud, du Japon et de la Manchourie, plus loin des Philippines et des pays de l'ASEAN. La pression soviétique s'exerce en direction de l'extrême-est autant que de l'extrême-ouest du continent eurasiatique.

Quant au troisième front stratégique central, ou front du sud-ouest asiatique, c'est de beaucoup le plus vulnérable : il consiste, pour l'essentiel, dans le groupe Iran-Afghanistan-Pakistan. Depuis la chute du régime pro-américain en Iran et l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge (la première fois, observe Brzezinski, qu'a été franchie par force ouverte l'une des frontières du système géopolitique d'après-guerre), l'équilibre des influences dans cette région vitale a été bouleversé en faveur de l'URSS. Le Kremlin, aujourd'hui, s'efforce de déstabiliser le Pakistan. S'il y réussissait, ce serait un changement d'une portée géostratégique incalculable. Moscou contrôlerait le Golfe Persique et jouirait d'un large accès à l'Océan indien. Or cette zone est quasiment impossible à défendre pour les Etats-Unis par des moyens conventionnels (sinon à travers l'armée pakistanaise) et elle se situe hors du théâtre normalement couvert par la dissuasion nucléaire.

Il apparaît donc – et c'est là un point à méditer pour tous les Européens – que le dispositif de sécurité américain est très inégalement réparti entre les trois fronts. C'est le premier front stratégique central, l'Europe, qui, pour des raisons d'antériorité historique, bénéficie de la plus forte part en argent, présence militaire conventionnelle et couverture nucléaire. Or les liens politiques et économiques des Etats-Unis avec les pays qu'ils protègent le long du front extrême-oriental sont devenus aussi importants qu'avec la Communauté atlantique. Quant aux enjeux du troisième front – l'Asie centrale – ils sont à très brève échéance, nous l'avons dit, susceptibles d'être empochés par les Soviétiques, ce qui serait la plus lourde défaite américaine depuis la fin de la guerre du Vietnam. Et même, qui parachèverait les résultats de cette guerre du Vietnam et les complèterait, du point de vue soviétique.

Il est impossible de rendre compte de tous les aspects de ce livre, dont les chapitres, par exemple, concernant l'équilibre ou le déséquilibre des forces, l'*arms control* ou l'IDS, sont parmi les plus précis et les plus clairs que l'on puisse lire. Je mentionnerai seulement la théorie des « *linctpin states* » que l'on pourrait traduire par Etats versatiles ou fragiles, et en même temps Etat pivots : à savoir ceux qui sont à la fois intrinsèquement importants et sur lesquels on peut espérer mettre la main (*both intrinsically important and in some sense « up for grabs »*), pour l'un ou l'autre camp. Les *linctpin states* typiques sont la Pologne et la RFA sur le front occidental, la Corée du Sud et les Philippines sur le front extrême-oriental, et l'Iran ou une combinaison d'Afghanistan et de Pakistan sur le troisième front.

Ici vient à l'esprit une réserve. Si les *linctpin states* communistes peuvent traverser des crises graves, l'expérience montre que cela ne suffit jamais à les faire basculer dans l'autre camp. Les troubles incroyables du Yémen-sud en janvier 1986 ont montré que la décomposition interne d'un satellite soviétique peut aller très loin sans que pour autant il passe dans le camp occidental. Il n'y a pas eu, depuis 1945, de Sud-Vietnam ou d'Afghanistan dans le sens opposé. Lorsque Brzezinski écrit : « *The parallel between U.S. preponderance over Centre America and Soviet domination over Eastern Europa are striking* », on peut s'étonner. Il n'existe pas, en Europe de l'Est, de Cuba ni de Nicaragua américains. Il y a une différence de nature et pas seulement de degré entre les liens de l'URSS avec ses satellites et ceux des Etats-Unis avec les pays de sa sphère d'influence, même la plus proche. Nous en revenons ici à la différence d'essence entre les deux systèmes, différence qui doit aussi être conservée présente à l'esprit comme l'une des dimensions du « *game plan* ». L'ancien conseiller à la sécurité nationale du Président Carter en a d'ailleurs parfaitement conscience, c'est sans doute pourquoi il a reçu, pour son livre, les chaleureuses félicitations du président Reagan...

Jean-François REVEL

# LE NICARAGUA, FOYER RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL

**L'**Ethiopie du lieutenant-colonel Mengistu vient d'ouvrir une ambassade à Managua. Au même moment, un contingent de 1 300 Angolais débarquait à Bluefields, sur la côte atlantique, une région peuplée de Noirs. Ces nouveaux arrivants vont renforcer l'importante communauté *internationaliste*, à l'idéologie bien marquée, qui caractérise le Nicaragua sandiniste métamorphosé en une rouge Tour de Babel.

« *Le Nicaragua est devenu un centre de subversion internationale* », dénonce Alfonso Robelo, membre de la « *Junte de Reconstruction* » et exilé aujourd'hui au Costa-Rica, où il est l'un des dirigeants de l'« *Union Nicaraguayenne d'Opposition* » (UNO).

M. Robelo n'a plus de doute sur la dérive du régime sandiniste. C'est pourtant lui qui, au tout début de la révolution, avait balayé d'une formule lapidaire les interrogations suscitées par l'arrivée des guérilleros au pouvoir : « *Le Nicaragua ne sera pas un nouveau Cuba, mais un nouveau Nicaragua* » s'était-il écrié. Les circonstances et le lieu de cette déclaration auraient dû l'inciter à plus de circonspection : c'était le 26 juillet 1979, une semaine après l'entrée des Sandinistes à Managua, et sur la place de la Révolution à La Havane, où il assistait, en compagnie de 23 *comandantes* sandinistes, de deux autres membres de la Junte et d'un ministre nicaraguayen (Ernesto Cardenal), au 26<sup>e</sup> anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada. Ce pèlerinage massif auprès de Castro, principal pourvoyeur de la guérilla nicaraguayenne, témoignait de l'engagement sans équivoque du nouveau régime de Managua.

Tous les gouvernements, qui avaient salué avec une belle unanimité la victoire sandiniste, nourrissaient à propos de son évolution des doutes alimentés par ce que l'on savait des liens des anciens maquisards avec les Cubains, les Soviétiques, les Palestiniens, etc...

Avec une duplicité remarquable, les *comandantes* sont parvenus à donner le change à des partenaires occidentaux – à commencer par le président Carter – qui ne demandaient qu'à être rassurés. On peut mesurer le succès de la tromperie sandiniste à travers les chiffres de l'aide financière obtenue par le régime de Managua au cours de ses premiers dix-huit mois d'existence : 950 millions de dollars de crédits et 250 millions de dons émanant à 49 % du Tiers monde, 19 % des

pays communistes et 32 % des pays capitalistes développés. Rien qu'en provenance des Etats-Unis : 117,6 millions de dollars de prêts à faible intérêt et 20,3 millions de dons, sans compter 300 millions fournis par la Banque Interaméricaine de Développement et la Banque Mondiale, où la participation américaine est prépondérante (Forrest D. Colburn, in « *Regresion en la Revolucion* » ). Et cela pour un pays de 128 000 km<sup>2</sup> et une population de 2,5 millions d'habitants...

\*  
\*\*

Pourtant dès leur victoire, les *comandantes* avaient dévoilé l'orientation de leurs attaches. Le 20 juillet 1979, Brejnev, le premier de tous, télexa ses chaleureuses félicitations. Des contacts furent pris avec la Corée du Nord, le Vietnam, l'Angola pour nouer des relations diplomatiques. Des délégations quittèrent Managua pour des directions bien particulières : pas seulement La Havane, mais encore Beyrouth pour congratuler Arafat, ou Alger. Non alignement oblige...

## DES CONSEILLERS INFLUENTS

Le 16 août, Borge s'envole pour Cuba en grand secret afin de négocier avec Castro l'envoi d'enseignants cubains au Nicaragua. De sorte que le 1<sup>er</sup> septembre, 1 200 instituteurs castristes seront à pied d'œuvre pour commencer une vaste entreprise de bourrage de crâne. C'est avec eux que débute la lente, mais régulière immigration de conseillers, assesseurs, techniciens et spécialistes de toutes sortes, mais exclusivement marxistes, en provenance de pays communistes. Et ceci le plus officiellement du monde, par le jeu normal d'accords diplomatiques d'assistance et de coopération.

Actuellement, les Cubains constituent le groupe étranger le plus important installé au Nicaragua : 9 à 10 000 hommes, dont 3 000 dans l'armée – la moitié du contingent séjournant en Angola pour un territoire dix fois plus exigu. On retrouve des assesseurs cubains à tous les postes-clés, notamment dans les ministères (plus de 200 à l'intérieur), dans la police et en général tous les organes de répression.

Cette prééminence cubaine s'explique non seulement par le voisinage et la communauté culturelle et linguistique, mais encore par le rôle assigné de plus en plus par l'URSS au castrisme

depuis l'intervention en Angola : recevoir les coups et accomplir la sale besogne.

Le nombre des conseillers soviétiques ne dépasserait pas 500. La solidarité de Moscou en faveur de la révolution sandiniste se traduit essentiellement par la fourniture d'armes - beaucoup d'armes - , de matériel agricole et autre. En revanche, le « Grand Frère » est beaucoup plus chiche en espèces sonnantes et trébuchantes. Quand, en mai 1982, Daniel Ortega alla réclamer au Kremlin un prêt de 500 millions de dollars pour assainir une trésorerie en faillite, il n'obtint qu'un crédit de 150 millions payables en cinq ans et en matériel technique. Les *comandantes* dissimulèrent leur déconvenue en claironnant partout qu'Ortega avait été mieux reçu par Brejnev que Nixon en... 1972.

Il faut compter encore tous les conseillers bulgares, est-allemands, tchèques, polonais, nord-coréens, vietnamiens et autres iraniens et palestiniens qui ont leur ambassade à Managua. L'arrivée d'Éthiopiens et d'Angolais ne clôt certainement pas la liste des pèlerins de la « solidarité internationaliste » qui représentent un *must* aux yeux des dirigeants du Nicaragua.

Au tout début de la révolution, le général Torrijos, l'homme fort de Panama, avait généreusement envoyé à Managua une brigade de 60 militaires panaméens triés sur le volet. Estimant sans doute qu'un Panaméen ne vaut pas un Bulgare, les *comandantes* affectèrent le contingent panaméen à la circulation routière. Furieux, Torrijos rappela ses hommes.

La conception du monde des *comandantes* est d'une simplicité ingénue. Le ministre de la Défense, Humberto Ortega, l'exposa le 25 août 1981 devant des officiers de l'Armée Populaire Sandiniste (EPS) : « *L'humanité a fait un pas en avant au moment du triomphe de la Révolution populaire sandiniste. Depuis le 19 juillet 1979, le développement historique de la société se trouve polarisé en deux grands camps : d'un côté, le camp de l'impérialisme, le camp du capitalisme d'Europe et du monde et, de l'autre côté, le camp socialiste, composé par différents pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine avec à leur tête l'Union soviétique* ».

Ce manichéisme mégalomane a conduit les *comandantes* à solliciter, le 27 juin 1985, l'intégration du Nicaragua au Comecon. Pour l'instant, il n'y siège qu'en tant qu'observateur, mais quand on constate la disette, la répression et le manque de libertés qui règnent dans le pays, on peut apprécier la conformité avec le modèle choisi par les dirigeants sandinistes.

## AVENTURIERS ET TERRORISTES

Dans les derniers mois de l'insurrection contre Somoza, l'afflux d'aspirants au combat étrangers fut tel que les Sandinistes les intégrèrent dans des *Brigades Internationales Simon Bolivar*.

L'objectif était double : d'une part, encadrer tous ces jeunes afin d'empêcher qu'ils ne s'organisent eux-mêmes en « compagnies » anarchiques ; d'autre part, grossir les maigres troupes de la guérilla (6 000 hommes, alors que maintenant l'Armée Populaire Sandiniste en compte 48 000 et plus de 100 000 réservistes) pour maîtriser une insurrection générale qui lui échappait et qui risquait fort de la placer en situation d'infériorité après la victoire.

Qui étaient ces *brigadistes* ? En grande majorité, des Latino-américains, comme le rapporta tout vibrant d'une fervente exaltation le correspondant du *Monde* (9/10 septembre 1979) : « *C'est la quasi-totalité de l'élite révolutionnaire d'Amérique Latine qui s'est retrouvée dans ce mouchoir de poche, entre le Pacifique et l'Atlantique : quatre membres sur cinq de la direction du Parti socialiste révolutionnaire du Pérou, la quasi-totalité des survivants de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) d'Argentine, plus de cent trotskystes colombiens, une brigade de Panaméens...* ».

Cependant, après la victoire, l'« élite » commença à s'agiter dans le « mouchoir de poche ». Estimant que les choses n'allaient pas assez vite, quelques *brigadistes* entraînent, le 20 août 1979, 3 000 autochtones dans une manifestation contre la junte en criant : « *Le pouvoir au prolétariat* ». Craignant qu'on ne leur fit endosser ce remue-ménage, les dirigeants sandinistes choisirent 60 meneurs et les poussèrent dans un avion à destination de Panama.

Ces révolutionnaires, souvent professionnels, constituent une population fluctuante, difficile à localiser. Certains d'entre eux ne passent que pour faire le coup de feu, puis repartent vers d'autres théâtres ; d'autres rentrent dans le rang et ce n'est que par hasard que l'on s'aperçoit de leur présence ou de leur disparition.

Ainsi, un beau matin de 1984, la radio annonce-t-elle que le major Ali Gomez (?), de l'EPS, vient de se faire tuer sur la frontière. Il aura des obsèques solennelles. Et le speaker d'expliquer que le défunt était un vaillant « *compañero internationaliste* » qui, avant de se faire tuer au Nicaragua, avait lutté dans la guérilla vénézuélienne...

En novembre de la même année, *Barricada*, le quotidien du FSLN, convoque la « *colonie uruguayenne d'exilés* » pour commenter les élections qui venaient de se dérouler en Uruguay. Une colonie d'Uruguayens au Nicaragua ? Quand on apprend que la colonie en question refuse d'envoyer une délégation à l'investiture du président Sanguinetti - un « *homme de droite* » - , on déduit qu'il s'agit d'anciens *Tupamaros*...

Plus tôt, à la fin de juillet 1979, Mario Firmenich, chef des *Montoneros* argentins, apparaît à Managua, où il est l'invité personnel de Tomas Borge. On le voit à la télévision, où il raconte que

son second, Fernando Vaca Narvaja, avait combattu « dans la phase finale de l'insurrection (...) invité par les chefs révolutionnaires de Managua » et que les Montoneros ont organisé une « brigade sanitaire, la brigade Haidar », dirigée par une responsable montonera. (Fiemenich quitta assez rapidement le Nicaragua et partit pour le Brésil, où il devait se faire arrêter par la police qui le remit plus tard au gouvernement du président Alfonsín).

Romeria pour les révolutionnaires du continent et d'ailleurs, le Nicaragua est en même temps une terre d'asile et une base de repos pour les guérilleros qui poursuivent un peu partout le combat. Les Colombiens du M-19 ou du FARC (Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes) sont des habitués du Managua. Mais aussi des Chiliens rescapés du MIR, des extrémistes boliviens, etc...

Une partie du voile de mystère qui recouvre le « Sentier lumineux », la guérilla surgie dans les Andes péruviennes en 1980, a été levée au Nicaragua. On prétendait qu'elle n'entretenait de contacts avec aucun autre mouvement marxiste, avec aucun pays socialiste. Or, en 1984, on vit débarquer à Managua un groupe de *senderistes* venus pour participer à une « retraite spirituelle » qui avait pour thèmes de réflexion, selon un témoin, l'étude de l'ouvrage de Clausewitz « *De la guerre* » et « *la théorie de la trahison selon le Macbeth de Shakespeare* ».

Pas aussi schizophrènes qu'on voulait bien l'imaginer, ces sectateurs de la « quatrième épée » du marxisme-léninisme ! Et révélation d'autant plus troublante que sur 150 Péruviens identifiés en 1985 au Nicaragua, il n'y en avait que 25 légalement enregistrés à l'ambassade du Pérou. Qui sont et que font les 125 autres ?

Le plus inquiétant demeure l'aide et l'entraînement que les Sandinistes offrent aux mouvements subversifs de la région. Le soutien au Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) du Salvador a été plusieurs fois évoqué ici même. Mais les dirigeants nicaraguayens s'efforcent également de susciter des mouvements révolutionnaires chez leurs voisins immédiats, tel le « *Directoire nationale unifié du Mouvement Révolutionnaire du Honduras* » (DNU-MRH) ; de même, des instructeurs de l'armée sandiniste entraînent-ils, depuis la fin de 1982, un groupe de Costariens du « Parti de l'Avant-garde Populaire » (PVP) à El Castillo une bourgade située sur le Rio San Juan, à la frontière des deux pays.

Mais la tentative de déstabilisation du Honduras et de Costa-Rica a échoué jusqu'à présent, au grand dam des *comandantes*.

Interrogé, au cours d'un séjour à Paris, en décembre 1979, sur cet inquiétant grouillement, le père Ernesto Cardenal, ministre de la Culture dans le gouvernement sandiniste, répondit avec désinvolture : « *Peu nous importe ce que disent nos ennemis sur la présence des étrangers dans notre pays. Le Nicaragua révolutionnaire se consi-*

*dère comme une province de l'Amérique latine* ». Mais une « province » qui aspire à devenir une capitale de la *Revolucion*.

Le seul événement qui ait momentanément ralenti le zèle subversif des Sandinistes est l'intervention américaine à la Grenade, en octobre 1983. Craignant d'être la prochaine cible, ils ont précipitamment fermé quelques permanences d'organisations trop ostentatoires.

## LA MECQUE DE LA SUBVERSION LATINO-AMÉRICAINE...

L'alerte ne fut que passagère. Le Nicaragua a renoué avec son ambition d'être la Mecque de la subversion latino-américaine. Au début de février dernier, deux réunions tout à fait officielles se sont tenues à Managua : l'*Assemblée des organisations anti-impérialistes des Caraïbes et d'Amérique Centrale*, suivie de la *Conférence des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes pour la paix et la non-intervention américaine en Amérique centrale*. Parmi les délégués : Raul Sendic, chef des *Tupamaros* uruguayens, Guillermo, Ungo, patron de l'opposition armée salvadorienne, Volodia Teitelboim, membre du PC chilien, mais aussi des trotskystes mexicains, des gauchistes vénézuéliens et des dirigeants des guérillas colombiennes, c'est-à-dire des opposants farouches aux gouvernements en place à Mexico, à Caracas et à Bogota, qui se trouvent être membres du *Groupe de Contadora*, chargé de trouver une solution aux conflits centraméricains.

Provocation ? Manœuvre d'intimidation ?

A l'égard de l'Europe occidentale, les Sandinistes se comportent avec un égal cynisme, tout en adaptant leur tactique à une « situation subjective » différente, mais pour parvenir au même but : forcer tous les gouvernements sinon à admettre, du moins à soutenir le fait révolutionnaire nicaraguayen.

## ... ET DU TERRORISME EUROPÉEN

Le Nicaragua a accueilli et accueille des membres de tous les mouvements terroristes d'Europe. Les gouvernements concernés sont forcément tenus au courant par les rapports d'Interpol, mais ils hésitent à protester aussi bien par pusillanimité que pour une raison bien simple : tant que les terroristes sont en Amérique centrale, ils ne commettent pas de délits sur le territoire national. Aussi se contente-t-on le plus souvent d'adresser de timides notes de désapprobation par l'intermédiaire des ambassades.

Les premiers à mettre « les pieds dans le plat » ont été les Espagnols. Dans un article paru le 3 octobre 1983 et intitulé « *100 Etrangers en Nicaragua* », l'hebdomadaire *Cambio 16* accusait le régime de Managua d'héberger une centaine de militants de l'ETA qui servaient d'instructeurs dans des bases de guérilla. Il révélait également que l'ETA et les Sandinistes étaient associés dans

l'exploitation d'une agence de recrutement - « *Equipe Internationale* » - , installée à Mexico et dirigée par un Palestinien membre du groupe Abou Nidal.

De son côté, le quotidien *El Pais* accusait les *Ettarras* de Managua de tenir une officine de faux papiers.

Exaspéré par l'irrédentisme basque, le premier ministre espagnol, Felipe Gonzales, envoya une note de protestation aux *comandantes*, leur enjoignant de cesser immédiatement leur aide à l'ETA. En pleine affaire de la Grenade, ceux-ci jugèrent prudent d'expédier vers le Vénézuéla et le Costa-Rica les Basques les plus voyants.

Le 8 février 1985, le gouvernement italien transmet à celui de Managua une liste de vingt-deux gauchistes susceptibles de se trouver au Nicaragua et recherchés pour différents attentats et délits. Le ministère des Affaires étrangères, dont le patron est le père d'Escoto, répondit qu'il n'était au courant de rien, mais qu'on allait faire une enquête. En tête de la liste, figurait un chirurgien romain de 39 ans, Guglielmo Guglielmi, ex-leader des *Unités combattantes communistes*, condamné par coutumace en juin 1984 à 22 ans de prison pour des crimes commis entre 1979 et 1983, pour détention illégale d'armes et participation à bandes armées. Or, en dépit des dénégations du père d'Escoto, tout le monde savait à Managua que le Dr. Guglielmi travaillait dans un hôpital pour enfants de la banlieue de la capitale, à Ciudad Sandino.

On n'a pas oublié le passage à Managua, en 1980, de Lauro Azzolini, 40 ans, condamné par coutumace à 30 ans de prison pour l'enlèvement et le meurtre d'Aldo Moro en 1978. Il voulait même donner une conférence de presse et on eut toutes les peines du monde à l'en dissuader.

On est moins bien renseigné sur la présence des terroristes ouest-allemands au Nicaragua. On sait seulement que deux anciens membres de la *Bande à Baader*, dont on ignore l'identité, servaient dans l'armée sandiniste.

En tout cas, l'écrivain Peter-Paul Zahl, un sympathisant de la *Bande à Baader*, qui a passé quatre ans en prison pour tentative de meurtre

d'un policier à Cologne, animait, il y a peu, une troupe théâtrale à Bluefields, sur la côte atlantique.

## DES COOPÉRANTS SACRIFIÉS

Parallèlement à ce « côté ombre » de la participation européenne, il y a la présence ostensible, « témoignante » des coopérants, volontaires, militants politiques, internationalistes, tiers-mondistes, chrétiens de gauche, accourus du vieux continent pour accomplir dans l'enthousiasme ou la ferveur des séjours plus ou moins longs au pays de Sandino.

Il faut distinguer, parmi eux, les « permanents » des « temporaires ». Les premiers, en général plus âgés, sont des spécialistes - médecins, enseignants ou techniciens - rattachés à des organisations humanitaires ou para-politiques et qui demeurent pendant une assez longue période dans le pays afin de mener à bien une mission précise.

Les « temporaires », au contraire, ne viennent que pour deux ou trois mois. Il s'agit d'une sorte de stage où les jeunes sont entièrement pris en main, intégrés dans des brigades. On leur met un uniforme sur le dos, ils participent à la cueillette du café ou du coton, jouent aux petits soldats, s'essaient à la « *yeguita* », la danse nationale, et sont surtout soumis à un intense bourrage de crâne idéologique. De retour dans leurs pays respectifs, ils seront d'excellents propagandistes du sandinisme.

Mais le meilleur effet de propagande pro-sandiniste en Europe est assurément provoqué par la mort d'un coopérant européen au cours d'une attaque de la « *contra* ». Cela arrive assez souvent le long de la frontière avec le Honduras, zone fort peu exploitée et très dépeuplée (d'autant que 7 000 familles en ont été évacuées en mars 1985) et où il paraît peu nécessaire d'expédier des médecins ou des techniciens qui auraient certainement mieux à faire ailleurs, encore moins des jeunes gens sans formation particulière et sans expérience.

Or le président Ortega a attendu le 14 août dernier pour décider l'évacuation des 700 coopérants étrangers de cette zone dangereuse.

Georges DUPOY

## BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné .....

adresse .....

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (\*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal .....	262 F
abonnement pour l'étranger .....	346 F
abonnement de soutien (personne physique) .....	360 F
abonnement de soutien (personne morale) .....	600 F

(\*) barrez la case appropriée.

# LES COMMUNISTES, FAUX DÉFENSEURS DES LIBERTÉS

**O**n l'avait lue, entendue dix fois, cent fois déjà, on la lira et l'entendra dix fois, cent fois encore l'affirmation à laquelle Charles Lederman donnait sa caution dans *l'Humanité* du 12 février 1986 :

« Le Parti communiste n'a jamais – je le répète : jamais – porté la main sur aucune – je le répète : aucune – liberté, parce que, au contraire, ce parti, chaque jour depuis sa naissance, s'est battu pour la conquête, la sauvegarde, l'extension de toutes les libertés individuelles et collectives ».

On ne fera pas, à l'excellent stalinien qu'est Charles Lederman, l'injure de croire qu'il parlait ainsi dans la sincérité de son cœur. Ce serait douter de son intelligence, qu'il a vive, ou retorse. Il s'est contenté de reprendre, en l'accommodant à sa sauce personnelle (trémolo dans la voix et main sur la poitrine : il est avocat) un argument fabriqué par les services spécialisés du Parti il y a déjà nombre d'années. Un argument qu'il faut donc considérer en lui-même, sans tenir compte de la personnalité volumineuse, sans doute, mais, en l'occurrence, parfaitement insignifiante de M. Lederman – il n'était qu'un porte-voix, pour ne pas dire qu'un phonographe –, un argument impersonnel, en quelque sorte un « argument de parti » et qu'il importe d'autant plus de réfuter. Un argument qui, bien que maintes fois entendu, répétons-le, n'a guère provoqué de controverse pour la bonne raison qu'il est si évidemment spécieux, si manifestement fondé sur la mauvaise foi qu'il décourage la critique.

## Partout, le communisme a aboli les libertés

Les communistes français n'ont jamais disposé du pouvoir à eux seuls. Il leur a donc été impossible de donner la pleine mesure de leurs talents dans le domaine des libertés. En conséquence, ils sont apparemment très libres pour se plaindre qu'on leur cherche une mauvaise querelle quand on les accuse de vouloir instaurer un régime qui ne saurait manquer d'être totalitaire. A les en croire, ce serait le type même du procès d'intention.

Si vous rétorquez que, partout où les partis frères du leur et les idées qu'eux-mêmes professent sont parvenus au pouvoir, on a vu les pires attentats contre les libertés, ils crient encore plus fort au procès d'intention. C'est d'ailleurs parce que François Léotard, dans son débat télévisé avec Georges Marchais, s'était servi de cet argument par assimilation entre PCF et PCUS que Charles Lederman est intervenu, désigné pour cette intervention en tant que défenseur patenté de la veuve et de l'orphelin.

## Deux arguments

Depuis qu'ils se sont résignés à la « déstalinisation » – ce ne fut pas sans peine – les communistes nous ressassent, sans nous convaincre, deux arguments majeurs.

C'est d'abord qu'il n'y a pas – ils devraient dire qu'il n'y a plus – pour eux de *modèle* du socialisme, pas même le socialisme soviétique. Chaque pays fait ou fera le socialisme à sa manière et ce qui se trouve dans l'une des réalisations nationales du socialisme pourra ne pas se retrouver dans les autres. Quant à lui, en tout cas, le PCF a la ferme intention de tenir compte des caractéristiques profondes du pays où il opère. Il nous fera un « socialisme à la française », un « socialisme aux couleurs de la France », autrement dit un « socialisme à visage humain », respectueux des libertés individuelles et collectives.

Second argument : ce qu'on reproche indûment au socialisme soviétique et à quelques autres, les épurations massives, les emprisonnements tout aussi massifs et encore plus arbitraires, l'absence de la plupart des libertés civiles et civiques telles que les définissent à la fois le droit naturel, mais aussi les chartes et déclarations des droits de l'homme et du citoyen auxquelles ont souscrit les autorités soviétiques et celles des démocraties populaires, tout cela, que le PCF condamne, est le résultat non de l'application de l'idée socialiste, mais d'erreurs commises dans son application. Des erreurs évitables, dues sans doute à des faiblesses humaines, mais qui s'expliquent avant tout par la survivance, dans la société et dans les esprits, d'habitudes de pensée et de

comportement héritées de la société capitaliste, voire de sociétés plus anciennes encore.

### **Jamais, le PCF n'a été le premier à dénoncer les atteintes aux libertés en URSS**

Que répondre ?

Tout d'abord, que lorsqu'ils considèrent le monde socialiste, les communistes français (et tous les autres ou presque) doivent être frappés d'une sorte d'aveuglement, car jamais, au grand jamais, ils n'ont été les premiers à dénoncer des exactions dont ils prétendent pourtant qu'elles les affligent et qu'ils les condamnent. Jamais non plus, lorsqu'ils ont été contraints moralement d'emboîter le pas à ceux qui protestaient contre les attentats patents commis en URSS contre les libertés individuelles, ils n'ont mis, même tardivement, leurs capacités de mobilisation des masses, et d'agitation des esprits au service de la cause qu'ils feignaient de rallier. Ils n'ont pas fait pour Sakharov le dixième de ce qu'ils ont fait pour Mandela. S'ils mènent ardemment campagne pour que le gouvernement français décrète le blocus de la République sud-africaine jusqu'à l'abolition des « pass », on ne les a jamais entendu protester contre le système du passeport intérieur en URSS.

Bref, ils s'efforcent de contester ou au moins de minorer les attentats contre les libertés là où les communistes sont au pouvoir, là où la société est déjà socialiste.

Quoiqu'en ait écrit pesamment le pesant Lederer, les communistes pratiquent bien « *une défense sélective des droits de l'homme* ». Selon qu'elles sont perpétrées de ce côté-ci du rideau-de-fer ou de l'autre, les atteintes aux libertés n'éveillent pas de la même façon l'attention des communistes français.

Qu'ils ne viennent pas prétendre qu'il convient de balayer d'abord devant sa porte, et qu'avant d'aller rappeler les gouvernements étrangers au respect des droits de l'homme, il importe d'y inviter les nôtres ! L'argument vaudrait pour toutes sortes d'individus et de partis. Il ne vaut pas pour les communistes français ni pour le PCF car, pour eux, l'Union soviétique et les démocraties populaires ne sont pas des pays étrangers. En particulier, en tant que parti-frère des partis qui exercent le pouvoir dans ces pays-là, le parti de M. Marchais devrait comprendre que c'est à lui qu'il revient de parler le plus haut et le plus fort dans ces cas-là, car c'est lui qui devrait avoir le plus de chance d'être entendu : on ne pourrait pas lui reprocher d'agir par hostilité systématique au communisme !

### **Le refus d'analyser les causes du totalitarisme socialiste**

Il faut répondre aussi que jamais les communistes français n'ont tenté de faire sérieusement l'analyse des causes du totalitarisme socialiste. Ils se sont bornés à dire qu'il s'agissait de déviations,

d'erreurs, de survivances, bref, que cela ne faisait pas preuve. La seule explication un peu sérieuse qu'ils aient avancée un moment tentait d'attribuer « le culte de la personnalité » et ses monstruosité à la menace que le capitalisme international faisait peser sur l'URSS, y entretenant dans les esprits une sorte de fièvre obsidionale : toute ville assiégée est aisément la proie de délires collectifs, aussi bien et plus souvent d'épouvante que d'enthousiasme.

Pauvre explication, d'ailleurs imprudente, car elle incite à se demander si depuis toujours l'une des ruses du pouvoir soviétique n'est pas d'entretenir cette fièvre obsidionale, cette peur de l'agression qui sont peut-être la seule assise la plus populaire de son autorité.

En réalité, depuis que l'idée socialiste est apparue avec son contenu actuel dans l'Europe moderne, elle n'a pas cessé d'être interrogée, si l'on peut dire, sur le sort qu'elle réservait aux libertés individuelles et collectives. Cette interrogation constante et universelle – car elle émanait aussi d'hommes qui n'avaient pas *a priori* d'hostilité contre le socialisme – n'acquiert-elle pas force de preuve, ou presque ? Ne requiert-elle pas au moins qu'on la prenne au sérieux ? Et l'on conviendra que ce n'est pas y répondre, mais l'esquiver, que de prétendre, en parodiant une formule de Bacon, « qu'un peu de socialisme écarte des libertés, mais que beaucoup de socialisme y ramène ».

C'est là à peu près tout ce dont on prétend nous régaler. Il faudrait vraiment un bien petit appétit pour ne pas, après cette viande creuse, rester sur sa faim.

De même, ce n'est pas seulement le régime soviétique, ce sont tous les régimes se réclamant du communisme, où qu'ils se soient imposés dans le monde, qui enterrent ainsi la quasi-totalité des libertés auxquelles les communistes français eux-mêmes prétendent tenir. L'universalité du phénomène ne permet plus de l'attribuer à la défaillance ou à la folie d'un homme, ni au caractère particulier d'un peuple. Il a certainement des causes qui tiennent à l'idée même dont ces régimes s'inspirent.

### **Défense des libertés ou déstabilisation de l'ordre établi ?**

Selon les dirigeants du PCF, dont Charles Lederer récite la leçon, les communistes ne pourraient manquer d'être respectueux des libertés s'ils parvenaient au gouvernement puisqu'ils n'ont pas cessé et ne cesseront pas de les défendre contre les empiètements du pouvoir pendant qu'ils étaient dans l'opposition et tant qu'ils le seront.

Le Parti communiste n'est pas seulement un parti d'opposition. Il est un parti de révolution. Il ne cherche pas à aider par ses critiques le gouvernement à faire le bien ou à l'empêcher de faire le mal. Il cherche à affaiblir ou, selon le mot à la mode, à *déstabiliser* le pouvoir en place. Cela le

conduit à se faire le défenseur bruyant et fort souvent le promoteur de tout ce qui peut aller à l'encontre de l'autorité gouvernementale ou étatique, même en ce qu'elle a de légitime et de nécessaire, et du coup ils peuvent faire figure de libéraux, presque de libertaires.

Mais ce n'est pas calomnier les communistes et leur parti, ce n'est pas même en médire que de soutenir que, dans toute action de ce genre, ce qui compte pour eux, c'est moins la défense des libertés que l'affaiblissement du pouvoir, l'affaiblissement de l'ordre.

### Une défense « sélective » des libertés

Il n'est pas besoin de poursuivre loin l'enquête pour se rendre compte que leur défense des libertés est « sélective », pour reprendre le mot que Lederman répète. Ils ne défendent pas indifféremment tous ceux qui sont victimes d'un acte arbitraire ou d'injustice, de la part du gouvernement, de la police, de la justice, d'un patron.

Ils ne volent jamais au secours de leurs adversaires politiques ou sociaux. Généralement, ils préfèrent passer sous silence les injustices dont ceux-ci sont l'objet. Il est arrivé cependant plus d'une fois qu'ils en aient parlé : c'était pour les accabler. Ils prétendaient que, bien loin d'être arbitrairement frappés, ces hommes étaient scandaleusement protégés, préservés par les pouvoirs en place des peines beaucoup plus sévères qu'ils auraient méritées.

Toutefois, les communistes ne défendent pas systématiquement leurs adhérents ou sympathisants : au besoin, ils abandonneraient ces sympathisants et adhérents à leur triste sort si l'intérêt politique du Parti l'exigeait, comme cela est d'ailleurs arrivé. Le véritable critère de leur choix est différent : ils défendent tous ceux dont la défense leur permettra d'ébranler peu ou prou le régime établi.

Au contraire, quand ils veulent vraiment obtenir une libération ou le redressement d'un tort, ils savent agir avec discrétion auprès des pouvoirs pour obtenir satisfaction : la libération de Jacques Duclos, en 1952, fut obtenue par ces moyens-là.

On trouverait sans peine d'autres exemples.

### Provocation à la répression

*L'Humanité* produit chaque jour depuis des mois des cas de prétendues atteintes aux libertés syndicales, de sanctions prises contre des militants syndicaux pour des raisons qui, d'après le quotidien communiste, ne seraient que des prétextes, mais en réalité uniquement parce qu'ils sont des militants syndicaux et qu'on veut, en les frappant, décourager l'action syndicale.

On ne contestera pas que la « chasse aux délégués » se pratique encore dans certaines entreprises : tous les patrons n'ont pas évolué du même pas. Mais il n'est pas douteux que, dans nombre

de cas que le quotidien communiste nous invite à dénoncer avec lui, les militants sanctionnés ou menacés de sanctions avaient outrepassé leurs droits, non par erreur ni par entraînement passionnel, ce qui peut arriver, mais *volontairement, systématiquement*, conformément aux consignes plus ou moins explicites de la CGT. Ou bien encore qu'ils avaient tenté de mettre à profit l'immunité que leur confère la qualité de délégué désigné par le syndicat ou élu par le personnel pour se livrer à des activités qui ne relevaient manifestement plus de l'action syndicale.

Il est contraire à la défense véritable des libertés en même temps que mensonger d'appeler à défendre au nom des droits des syndicats un homme poursuivi pour des affaires qui n'avaient rien de syndical et qui a profité de la confusion qui pouvait être faite pour s'y livrer. Ou bien on n'oserait pas le toucher parce qu'il est délégué syndical. Ou bien, si une sanction était prise, on prétendrait que les libertés syndicales sont en cause.

Les gauchistes de mai 1968, sincères à leur façon, parlaient ouvertement de leur tactique : provocation, répression. Les communistes se gardent bien de tenir un langage aussi franc. Mais, ce qu'ils ne disent pas, ils le font.

*On n'a pas le droit au titre de défenseur des libertés quand on se livre à des provocations de ce genre.* La défense des libertés passe par le respect des lois, qui sont la garantie des libertés. Elle veut qu'on évite tout ce qui appelle à bon droit la répression.

### Et la liberté syndicale ?

Le Parti communiste opérant en France a d'ailleurs démontré par ses actes qu'il n'était pas nécessaire de disposer du pouvoir politique pour anéantir des libertés ou les mettre à mal.

Depuis cent cinquante ans, l'élite de la classe ouvrière française, aidée par des hommes de bonne volonté de tous les milieux et de toutes les tendances politiques et philosophiques, a obtenu les libertés syndicales, et cela avec d'autant plus de mal et de mérite que longtemps ces libertés-là ont paru incompatibles avec la conception individualiste du droit que nous ont léguée les constituants de 1789.

Les libertés syndicales sont diverses, en France comme dans les autres pays qui bénéficient encore d'une économie de marché, mais il en est une qui a pris en France une importance singulière, au point qu'on a pu parler, à un certain moment, d'un modèle français en la matière : *les syndicaux français les plus authentiques ont toujours posé et respecté le principe de l'indépendance syndicale à l'égard du patronat et du gouvernement sans doute, mais aussi à l'égard des partis politiques.* Ils affirmaient la nécessité d'une telle indépendance avant même que le mouvement syndical ne fût officiellement né, lors de ses premiers balbutiements du temps du Second Empire.

Ils se sont battus contre les socialistes, dont beaucoup pourtant étaient très proches d'eux, pour défendre contre eux cette indépendance. Il faut d'ailleurs rendre cette justice aux socialistes qu'à partir de la proclamation par la CGT, en 1906, de la « Charte d'Amiens », ni du temps de Jaurès, ni du temps de Léon Blum, ni du temps de Guy Mollet les socialistes n'ont tenté de priver la CGT d'abord, Force ouvrière ensuite, de leur liberté. Et quand la CFTC vit le jour en 1919, si elle a admis que la hiérarchie catholique exerçât sur elle un magistère moral, elle a, elle aussi, posé le principe de l'indépendance des organisations syndicales à l'endroit des partis politiques.

Hélas ! les communistes vinrent. Conformément à une des notions fondamentales de l'enseignement de Lénine, ils s'employèrent à conquérir la CGT pour la mettre au service du Parti, pour en faire une « courroie de transmission » entre le parti et les masses, pour disposer, grâce à elle, d'une capacité de mobilisation des masses qu'aucun parti communiste ne peut posséder par lui-même.

Deux fois, ils échouèrent dans leur entreprise : en 1921-1922 et en 1935-1939. A la troisième fois, en 1945-1946, ils parvinrent à leurs fins et l'on peut assurer que, depuis le 19 décembre 1947, la CGT n'est plus une organisation libre, décidant elle-même à tous les échelons de l'action qu'elle doit mener.

Apparemment, elle demeure indépendante, car il n'existe aucun organisme officiel chargé de coordonner l'action de la CGT et celle du PCF : la doctrine léniniste exclut formellement l'existence d'un tel organisme, car la CGT y aurait son mot à dire. Or, elle doit seulement obéir. Et pour qu'elle obéisse, le PC s'est emparé de tous les centres de décision du haut en bas de la centrale ; il a mis partout des hommes à lui, des noyaux qui restent en contact permanent avec lui (il y veille !) et qui ne font pratiquement rien sur le plan syndical sans en avoir informé le Parti, sollicité ses directives ou, au moins, son consentement. Bref, la CGT est à l'égard du PCF très exactement dans la situation du Conseil central des Syndicats soviétiques à l'égard du P.C.U.S. : une dépendance absolue.

Le pire, c'est que les communistes n'en prétendent pas moins que la CGT est libre, que le PCF a toujours respecté l'indépendance syndicale. Beau cynisme, qui rappelle un mot de Diderot dont Jacques Duclos osait se réclamer, à savoir qu'il est quelque chose de pire que d'avoir des esclaves, c'est d'avoir des esclaves et de leur faire croire qu'ils sont des citoyens.

C'est cela, le totalitarisme.

### Un parti totalitaire

Il y a plus démonstratif encore. Le Parti communiste est le type même des partis totalitaires, en ce sens qu'avant même d'avoir été en mesure d'anéantir les libertés des citoyens, il a

anéanti celles de ses propres membres. Malgré tous les adoucissements qui ont pu être apportés à sa règle interne, à ses pratiques au-dedans de lui-même sous la pression de l'opinion publique qui aurait dû être plus exigeante encore, le Parti communiste fonctionne contrairement à toutes les règles d'une démocratie libérale.

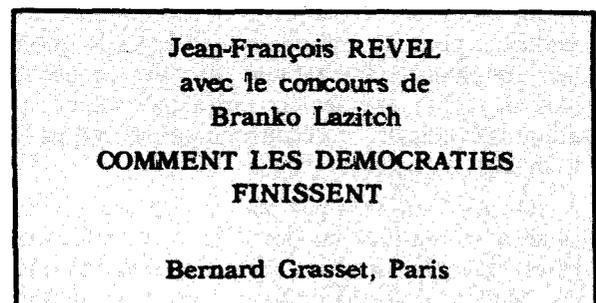
Sans doute n'a-t-il pas été, dans l'asservissement de ceux qui se sont confiés à lui, aussi loin que son grand frère soviétique, car il ne dispose pas, quant à lui – pas encore en tout cas – pour réduire chacun à l'obéissance, des « moyens administratifs » qui sont ceux d'un Etat. Toutefois, l'excellence des méthodes enseignées par Lénine, perfectionnées par Staline et d'autres, est telle que, sans disposer, répétons-le, de ces moyens administratifs que sont la police et la prison, il a dans ses « grandes » années, obtenu à peu près les mêmes résultats, jusqu'à organiser de véritables « procès de Moscou à Paris ». Bref, par cent moyens qu'il serait bon d'analyser à nouveau, il a réussi à créer cet « esprit du Parti » qui fait qu'un bon communiste renonce non seulement à la liberté de ses actes et à celle de sa pensée, mais même à sa dignité d'homme pour le service du Parti.

Pendant les années soixante-dix, d'innombrables commentateurs se sont plus à répéter sur tous les tons que le Parti communiste changeait, qu'il se libérait. Ne le voyait-on pas abandonner successivement « la fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique », la théorie du parti unique, la dictature du prolétariat, voire la propriété collective des moyens de production et d'échange ? Bref, il semblait converti à la démocratie parlementaire de type libéral ou sur le point de l'être.

Ces commentateurs éblouis n'entendaient même pas, ne voulaient pas entendre M. Marchais qui – on dirait très loyalement, si le mot ne jurait pas d'être accolé au nom de communiste – proclamait que ces libertés qu'il réclamait désormais dans la société, le Parti communiste ne pouvait pas songer un seul instant à se les appliquer à lui-même, à en faire la loi de son fonctionnement interne. Et pour cause. S'il le faisait, il ne lui faudrait pas cinq ans pour n'être plus un parti communiste.

Comment pourrait-on bien faire confiance, pour défendre les libertés individuelles et collectives, à un Parti qui ne peut fonctionner qu'en anéantissant en son sein toutes les libertés ?

René MILON



# LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET L'EUROPE DE L'EST : NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS ?

**D**epuis 1984, l'U.R.S.S. et les Etats d'Europe de l'Est ont manifesté par divers signes leur intention d'établir des relations officielles avec la Communauté européenne. En juin 1984, le communiqué final de la session de Varsovie du C.A.E.M.(1) (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle) a déclaré souhaitable « un développement ultérieur des relations commerciales et économiques entre les pays membres de la C.E.E. et du C.A.E.M. » Un an après, M. Gorbatchev, recevant à Moscou en mai 1985 M. Bettino Craxi, président du Conseil italien, désigne les Etats de la Communauté comme faisant partie d'une « entité politique ». Le passage de l'intention à l'acte a lieu quelques semaines plus tard : en juin, l'ambassadeur de Pologne – Etat qui assume à cette époque la présidence du C.A.E.M. – remet à M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, une lettre de M. Sytchov, secrétaire du C.A.E.M., proposant l'adoption d'une déclaration commune préluant à l'établissement de relations officielles entre les deux organisations.

Quelles qu'en soient les motivations, cette disposition de l'U.R.S.S. et de ses alliés à voir dans la Communauté un partenaire international à part entière rompt avec une attitude de rejet à peu près immuable, à quelques velleités près, depuis la naissance de la C.E.E.

## UN REJET DE PRINCIPE

Jusqu'à une époque récente, l'U.R.S.S. s'est en effet refusée à toute reconnaissance officielle de la Communauté. Elle avait fait également tout ce qui était en son pouvoir pour lui nuire dans son existence internationale.

L'U.R.S.S. et le C.A.E.M. ont en particulier toujours tenté de faire échouer les demandes de participation de la Communauté à des actes diplomatiques multilatéraux auxquels ils étaient eux-mêmes parties. C'est ainsi que n'a pu aboutir, en 1978, la demande de participation de la C.E.E. à la convention sur la protection de l'environnement en mer Baltique. En d'autres cas, le rapport des forces a été moins favorable à l'U.R.S.S. : en 1979, lors de la 3<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, sa tentative pour reléguer la C.E.E. dans un statut mineur au regard de ce droit a été repoussée par la majorité des Etats participants.

Lorsqu'ils ne peuvent empêcher l'insertion dans un accord multilatéral d'une clause faisant de la Communauté une partie contractante à égalité avec tous les signataires, l'U.R.S.S. et ses alliés font généralement savoir par une déclaration unilatérale que leur participation au traité ne modifiera pas leur position vis-à-vis de « certaines organisations internationales » (*id est*, notamment, la Communauté).

Les motifs de ce rejet n'ont rien qui puisse surprendre : la Communauté a été constamment présentée à l'Est comme un bras du capitalisme international. En décembre 1971, pour s'en tenir à une seule citation, la revue soviétique *La vie internationale* écrivait : « Les processus d'intégration en Europe occidentale sont (...) destinés à lutter contre le socialisme et à s'assurer des positions dominantes dans le Tiers monde. Le Marché commun est un instrument du néo-colonialisme sous le masque de l'aide ».

La Communauté n'était d'ailleurs pas la seule cible de ces critiques, qui visaient toutes les organisations européennes et, par privilège, celles qui étaient compétentes dans le domaine de la défense. L'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.), par exemple, a été durement attaquée, les Soviétiques l'accusant de favoriser le réarmement de l'Allemagne Fédérale.

Le nouveau langage qui vient de l'Europe de l'Est est donc remarquable. Il reste qu'un changement de ton, et même une « déclaration conjointe », ne suffiront pas pour établir de nouvelles relations entre deux organismes que beaucoup de choses séparent.

## LE C.A.E.M. : UNE INSTITUTION QUI FONCTIONNE MAL

En janvier 1949, l'U.R.S.S., la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie fondaient une organisation destinée à « organiser la coopération économique sur une plus grande échelle ». Les membres fondateurs ont été rejoints par l'Albanie – qui s'en est retirée de fait en 1961 –, pour la R.D.A. (1961), puis par la Mongolie (1962), Cuba (1972) et le Vietnam (1978). Un autre Etat communiste européen, la Yougoslavie, y a seulement un statut d'observateur.

Pendant dix ans, le C.A.E.M. est resté en sommeil. C'est seulement en 1959 que ses membres adoptent une charte qui lui donne statut et structure. Mission lui est assignée d'atteindre l'objectif défini par Khrouchtchev : rattraper à moyen

(1) Appellation devenue plus usitée que celle de COMECON.

terme les économies occidentales. Il est superflu de rappeler que cet objectif n'a pas été atteint. Au cours de la dernière décennie, l'écart entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., mesuré en termes de revenu national, s'est creusé : pour l'U.R.S.S., le taux annuel de croissance a été de 4,4 % entre 1971 et 1975, de 3,6 % entre 1976 et 1980. Pour les Etats-Unis, les chiffres correspondants sont 8,9 % et 11,3 %.

Le C.A.E.M. a également échoué dans sa fonction d'intégration égalitaire des économies « socialistes ». La conception qui y a prévalu est celle d'une planification unifiée, fondée sur le concept de division internationale du travail, impliquant de fait une spécialisation au profit de l'U.R.S.S. des économies des pays membres.

L'échec est patent : certains ont parlé d'« organisation moribonde »...

### C.E.E. ET C.A.E.M. : UNE COMPARAISON DIFFICILE

Toute comparaison entre la Communauté et le C.A.E.M. ne peut être que factice, pour plusieurs raisons.

La première tient à la composition de ces deux entités. On parle souvent de l'hétérogénéité de la Communauté, en craignant qu'elle ne s'aggrave avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Que dire alors du C.A.E.M., qui regroupe des Etats de trois continents différents ? Trois Etats « en voie de développement » (Cuba, Mongolie, Vietnam) y sont associés avec quelques unes des nations les plus industrialisées du monde. En outre, dans cette association de pays « égaux », certains sont plus égaux que d'autres : l'U.R.S.S. domine incontestablement ses partenaires, dans une structure des échanges déséquilibrée, puisqu'elle exporte des matières premières et de l'énergie en échange de produits manufacturés.

Sur le plan institutionnel, le C.A.E.M. et la Communauté n'ont ni la même structure, ni une finalité identique. Le C.A.E.M. ne dispose juridiquement d'aucun pouvoir de décision ; il n'a pas pour objectif la réalisation d'un marché commun. Ses membres n'ont même pas de politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers...

Valeur des échanges de la C.E.E. à Dix avec les pays européens du C.A.E.M.* - 1980-85 (En Mia d'écus) - Source : Eurostat.			
	Import	Export	Balance
1980	19,334	16,374	- 2,9
1981	22,256	17,321	- 4,9
1982	26,353	17,297	- 9,0
1983	28,144	20,375	- 7,7
1984	34,948	21,323	- 13,6
1985	33,121	22,504	- 10,6

\* Commerce interallemand exclu.

Il est significatif que le désir d'un rapprochement avec la Communauté ait rendu nécessaire un « toilettage » juridique du C.A.E.M. Lors de la session de Varsovie (juin 1984), a été signée une convention lui conférant une entité juridique et définissant les privilèges et immunités qui en découlent.

### DES ÉCHANGES CROISSANTS DÉFICITAIRES POUR LA COMMUNAUTÉ

La Communauté est l'un des principaux partenaires commerciaux des Etats « socialistes ». Elle détient les deux tiers du total des créances sur le C.A.E.M. Les Etats du C.A.E.M. exportent surtout des matières premières énergétiques (pétrole et dérivés, charbon, lignite, gaz...). Ils importent surtout des produits manufacturés et des biens d'équipement (usines de traitement, génie chimique...). En outre, ces dernières années, des achats massifs de produits agricoles (céréales, produits laitiers, viandes) ont contribué au déstockage des surplus communautaires.

Malgré une chute assez importante en valeur en 1985, en raison de la baisse des produits pétroliers, des importations en provenance d'U.R.S.S. et de Roumanie, les échanges ont augmenté de 70 à 80 % depuis cinq ans.

Globalement, ils comptent plus pour le C.A.E.M. que pour la Communauté, dont ils n'ont représenté, en 1984, que 4 % du commerce extérieur total. Alors que la part de la Communauté dans le volume total des échanges des pays du C.A.E.M. est forte, de l'ordre de 25 %, le flux d'échanges est déficitaire pour la Communauté. En 1984, 4,6 % de ses importations totales, contre 3,3 % de ses exportations. Il était assez également réparti entre les Dix.

### LES ÉTAPES ET LES INCERTITUDES DU RAPPROCHEMENT

Ce sont les pays de l'Est qui ont été demandeurs. M. Jacques Delors a reçu en juin 1985 une lettre du secrétaire général du C.A.E.M. proposant l'adoption, « lors d'une rencontre à haut niveau, d'une déclaration générale C.E.E.-C.A.E.M. ». Quelques jours plus tard, le Conseil des ministres de la Communauté mandatait la Commission pour ouvrir des contacts exploratoires. Le sens de ce mandat était précisé par le Conseil européen réuni à Milan les 26 et 27 juin : « Mieux comprendre la portée et les objectifs d'un message reçu après plus de quatre ans d'interruption du dialogue ».

A la démarche du C.A.E.M., la Communauté a répondu par une prudente expectative. Pendant plusieurs mois, elle s'est interrogée sur les motivations des pays de l'Est.

L'approche soviétique, cela ne fait pas de doute, est essentiellement politique. L'U.R.S.S. n'a pas d'intérêt économique déterminant à un accord commercial avec la C.E.E., à laquelle elle

vend beaucoup plus qu'elle n'achète. Mais, sur un plan politique, Moscou a tout intérêt à contrôler par le biais de C.A.E.M. les échanges entre la Communauté et les « démocraties populaires ». D'autres explications sont avancées : nouveau cours de la politique soviétique sous « l'ère Gorbatchev » ; volonté d'encourager la consommation populaire, qui entraînerait une plus grande ouverture du marché soviétique aux productions et aux techniques occidentales ; inflexion multipolaire de la diplomatie soviétique, pratiquant un rééquilibrage au profit de l'Europe, de préférence au dialogue entre Super-Grands. Il ne s'agit peut-être là que de la reprise de très anciennes illusions sur l'Union soviétique : que de fois l'espérance en un « nouveau cours » a masqué la persistance de des-seins inchangés !

Les Dix, puis les Douze, s'en sont tenus à la ligne d'une approche bilatérale avec *chaque pays de l'Est*, sur le modèle de l'accord commercial conclu entre la C.E.E. et la Roumanie en 1980. La C.E.E., qui rappelle que le C.A.E.M. n'a pas de politique commerciale commune, suggère qu'un éventuel accord institutionnel porte sur d'autres secteurs : normes, environnement, échanges d'informations économiques...

Cette ténacité a payé, semble-t-il. Le 30 avril 1985, le secrétariat du C.A.E.M. a informé le commissaire de Clercq, qui lui avait écrit le 31 janvier, que son organisation n'élevait plus d'objection à l'établissement de relations bilatérales entre la Communauté et chaque membre du C.A.E.M. Dans le même esprit, le C.A.E.M. ne demande plus la conclusion d'un « accord-cadre », mais seulement la signature d'une déclaration conjointe à caractère politique, faisant référence aux principes de l'Acte final de la C.S.C.E.

En mai, les Etats du C.A.E.M., interrogés par la Commission, ont répondu positivement, devancés d'ailleurs par la Roumanie qui, dès le mois de mars 1986, avait jeté les jalons d'un accord régissant l'ensemble des échanges et prévoyant des dispositions de coopération économique dans l'agriculture et l'industrie et dans les secteurs du transport et du tourisme. Les producteurs roumains y gagneraient un accès aux marchés agricoles de la C.E.E.

Les autres Etats de l'Est paraissent souhaiter ne pas être distancés, mais leurs revendications sont fort disparates. Des rencontres entre une délégation polonaise et des hauts fonctionnaires de la Commission ont eu lieu à Bruxelles en juillet 1986. Suivront des rencontres avec des délégations tchèques, bulgares et hongroises. Quant à la R.D.A., elle ne semble pas intéressée par un accord commercial bilatéral, compte tenu de ses liens particuliers avec la R.F.A. Le traité de Rome comporte en effet un protocole relatif aux échanges avec la R.F.A., l'Allemagne de l'Est n'est pas soumise à la réglementation douanière de la C.E.E. applicable aux marchandises provenant des pays tiers. On ne déduira pas de ce

particularisme que la R.D.A. est le « onzième » (ou le treizième) membre de la C.E.E., comme cela est dit parfois : la part des produits allemands réexportés de R.F.A. vers d'autres Etats est très faible : (en 1985, 0,02 % du commerce extérieur de la R.F.A.).

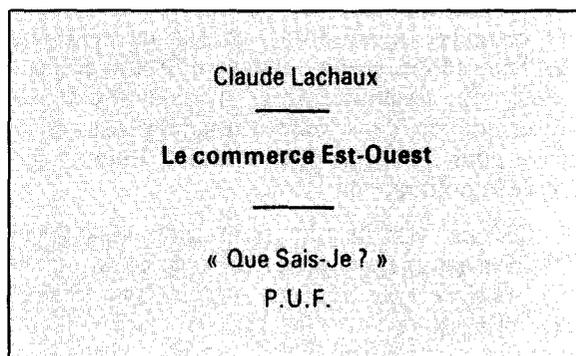
\*  
\*\*

La prochaine signature d'une déclaration conjointe serait un incontestable succès pour la Communauté. Succès hypothétique et dont il ne faudrait de toute façon pas majorer l'importance. Rien n'est fait encore : un accord éventuel avec le C.A.E.M. doit être précédé par une reconnaissance formelle par les pays du C.A.E.M. de la Communauté en tant que telle. Ce point n'est pas acquis. D'autre part, il n'est pas probable que les nouvelles relations influenceront notablement le flux et la structure des échanges. L'accord à venir, toutefois, sera peut-être favorable au règlement de contentieux anciens. Il s'agit, notamment, de la liste C.O.C.O.M. interdisant l'exportation de quelques produits sensibles vers l'Est.

L'évolution qui s'esquisse pourrait aller à l'encontre des intérêts de certains Etats européens. M. Seeler (R.F.A., S.P.D.), rapporteur de ce dossier devant le Parlement européen qui en débattrait à l'automne, a cité en juillet, devant la presse, le cas de robots industriels mis au point par la Bulgarie, qui devenait ainsi un concurrent potentiel pour les producteurs européens. Sans doute faudra-t-il distinguer nettement entre technologie militaire et technologie civile.

Le regain d'intérêt de l'U.R.S.S. pour la Communauté déborde d'ailleurs l'éventualité d'un accord, dont, à la limite, elle pourrait se passer. On peut relever, dans ce sens, que dès novembre 1984, l'U.R.S.S. a proposé à la France que l'ECU devienne, à la place du franc, la monnaie de référence des prêts que la France lui consent pour financer ses importations. Pour la première fois, en janvier 1985, un crédit libellé en ECU a été accordé à la Banque du Commerce extérieur de l'U.R.S.S. par un groupe de banques représentant un dizaine de pays et ayant pour chef de file le Crédit Lyonnais. Cette reconnaissance de facto vaut bien une reconnaissance officielle ; à tout le moins, elle lui ouvre la voie.

Michel MOPIN



# LE PARTI COMMUNISTE SUD-AFRICAIN ET L'A.N.C.

(Suite)

## Les débuts difficiles de l'alliance du PCSA et de l'ANC

« Nous avons à faire face à des tentatives de la réaction intérieure et extérieure pour saper la coopération entre notre Parti [= le Parti communiste sud-africain] et l'ANC, de même qu'entre l'ANC et les forces socialistes à l'échelle du monde. L'anticommunisme et l'antisoviétisme servent à dépouiller la lutte libératrice de toute teneur révolutionnaire. Mais aujourd'hui, les patriotes croient, dans leur immense majorité, que le gage d'avenir, c'est l'alliance entre l'ANC et le PCSA. Ce sont les relations vivifiantes entre l'ensemble de notre mouvement et les forces progressistes du monde, et d'abord avec les pays soviétiques. Ce sont là des relations auxquelles nous tenons beaucoup et que nous allons préserver à tout prix ».

Joe Slovo,  
membre de la direction du PCSA (8),  
membre du Comité exécutif de l'ANC.  
(*La Nouvelle Revue Internationale*, oct. 1985)

**U**n parti communiste ne serait rien, sinon une secte impuissante, sans possibilité aucune d'arriver jamais au pouvoir, ce qui est son premier objectif, s'il n'avait pas à sa disposition ce qu'il appelle des *organisations de masse*. Des organisations qui ne sont communistes ni dans leurs origines, ni dans leurs objectifs officiels, ni dans leur composition, mais qui, précisément parce qu'elles ne sont pas des organisations communistes, peuvent exercer une réelle influence sur l'opinion publique, « mobiliser les larges masses », comme on dit dans la langue de bois. Cette mobilisation, tout parti communiste en est incapable s'il agit à visage découvert, s'il travaille ouvertement pour son propre compte, pour faire avancer ses propres affaires.

### PAS DE PARTI COMMUNISTE EFFICACE SANS ORGANISATION DE MASSE

Lénine lui a donc enseigné que, tout en se gardant comme de la peste de devenir lui-même une organisation de masse, ce qui compromettrait irrémédiablement sa propre nature et sa capacité à servir la cause, un parti communiste devait se mettre en mesure de disposer à peu près à son gré de la capacité à mobiliser les masses dont jouissent certaines organisations et cela en pénétrant dans leurs rangs, en y poursuivant un travail fractionnel pour s'emparer progressivement de la réalité du pouvoir dans lesdites organisations, et les mettre pour un temps plus ou moins long au service de la politique du Parti.

Ceci est vrai de tout parti communiste, par définition en quelque sorte, car telle est la nature du « *parti de type nouveau* » conçu par Lénine. Mais cela est encore plus vrai, ou plus évident, quand le parti communiste est numériquement

faible, comme c'est le cas, depuis toujours et jusque dans ses périodes de plus grande prospérité, du Parti communiste sud-africain. Le nombre de ses adhérents n'a jamais dépassé quelques milliers. Ainsi, comme tout parti communiste qui dure et qui a pleinement assimilé les méthodes léninistes, il a compensé sa médiocrité quantitative par une supériorité qualitative évidente. Solidement organisés, fortement disciplinés, employés ainsi au plein de leurs possibilités, les militants communistes font des merveilles quand ils opèrent non dans une masse inorganique, aux réactions imprévisibles et avec qui tout est toujours à refaire, mais au sein de mouvements dotés déjà d'une certaine conscience politique et d'une certaine organisation, dont les visées sont suffisamment générales pour les rendre en quelque sorte neutres et, de ce fait, largement hospitaliers ; dont les structures demeurent assez lâches, composites et sans grande efficacité pour en permettre la colonisation.

En Afrique du Sud comme partout ailleurs, les syndicats ouvriers furent les premières organisations de masse auxquelles les communistes s'attaquèrent. N'est-ce pas ce que leur imposait leur prétention d'être le parti de la classe ouvrière, son avant-garde ? Mais les communistes sud-africains n'obtinrent jamais dans ce secteur qu'un succès mitigé et, malgré la persévérance de leurs efforts, ils sont bien loin de dominer la totalité, ni même la part principale du mouvement syndical sud-africain, qui, d'ailleurs, en dépit de regroupements récents, demeure divisé jusqu'à l'émiettement.

Très vite, ils se sont donc efforcés de coloniser les mouvements qui se proposaient de défendre

(8) Depuis qu'il a donné cet interview à la *NRI*, Joe Slovo est devenu président du Parti communiste sud-africain. Voir ci-après notre chronique, page 28.

dre les droits particuliers des différentes ethnies qui cohabitent en Afrique du Sud, plus exactement de celles qui ne bénéficient pas de la totalité des droits politiques et civils reconnus à la population blanche.

Les communistes s'étaient d'abord moqués de l'ANC, considéré par eux comme un mouvement de la bourgeoisie noire. Puis ils en avaient entrepris la colonisation, aidés en cela par le président de l'ANC, Gumede, qui, la tête tournée par l'accueil aussi factice qu'enthousiaste qu'il avait reçu en URSS en 1927, s'était fait le champion de l'alliance de l'ANC (mouvement d'émancipation des noirs, mais qui n'était révolutionnaire ni dans ses méthodes d'action, ni dans ses conceptions économiques) avec le Parti communiste de l'Afrique du Sud.

On a vu, précédemment, les avatars de cette première alliance, rompue en 1933, reprise en 1937 : alliance n'étant d'ailleurs pas le mot qui convient, car à l'alliance d'un parti communiste avec une organisation de masse, s'ajoute toujours *la présence, à l'intérieur de cette organisation, de militants du parti*, connus ou non comme tels et qui, bien entendu, sont là pour que la direction de l'organisation de masse subisse de l'intérieur des pressions allant dans le même sens que les sollicitations dont ladite organisation est l'objet de l'extérieur de la part du parti communiste.

### UN PROBLÈME LOCAL DE PORTÉE MONDIALE

Où en est aujourd'hui le couple PCSA-ANC ? Dans quelle mesure l'ANC dispose-t-elle encore d'une volonté autonome distincte de celle du PCSA ? Sa « satellisation » est-elle aussi poussée que le fût par exemple en France celle du Mouvement de la Paix, au temps où celui-ci existait vraiment, ou que l'est celle de la CGT ?

Voilà des questions qu'on s'étonne de ne pas voir poser plus souvent, car elles ne concernent pas seulement la politique intérieure de la République Sud-Africaine. Elles se situent au cœur de la bataille politique mondiale et elles ont, pour l'avenir du monde, bien plus d'importance que les sempiternels bavardages sur le désarmement et l'éventuel arrêt des essais nucléaires. Très prudemment, nous essayons de leur apporter ici des éléments de réponse.

### TRANSFORMATIONS SOCIALES

La guerre a entraîné dans l'Union sud-africaine de profondes transformations sociales qui ont eu leurs répercussions sur la composition et la politique du Congrès national africain.

L'effort industriel colossal que fournit le pays pour venir en aide aux Alliés modifia profondément les équilibres sociaux. En particulier, une industrialisation accélérée précipita l'exode de populations de la campagne vers les villes, un exode qui, par la force des choses, touchait tout

spécialement les Noirs, jusqu'alors essentiellement villageois. Les Sud-Africains noirs furent ainsi métamorphosés, à la fois brusquement et massivement, de paysans ou d'artisans ruraux en ouvriers industriels.

De ce fait, les communistes pouvait espérer voir enfin se réaliser leur rêve : la question raciale allait rejoindre la question sociale. Comme ils l'écrivaient dans un document qui date de 1950 et que nous citerons encore plus loin, il apparaîtrait désormais de façon évidente qu'il y a une relation entre le combat contre la discrimination raciale et le combat contre le capitalisme, car la barrière de la couleur n'est à l'origine, selon eux, qu'un moyen d'accentuer l'exploitation des travailleurs, de réaliser plus de profits.

En réalité (et autant du moins que permette d'en juger une vue qui reste superficielle des quarante années qui se sont écoulées depuis la guerre), la jonction – chère au « socialisme scientifique » – ne s'est que très médiocrement réalisée dans la pratique. En dépit des suggestions d'une information partielle et tendancieuse, le mouvement syndical sud-africain n'a joué et ne joue qu'un rôle épisodique dans la campagne engagée pour le renversement du pouvoir blanc.

### LES MÉTAMORPHOSES DE L'ANC

Le Congrès National Africain fut donc touché par l'évolution générale de la société. Alors entrèrent en ses rangs deux catégories de militants fort différents de leurs prédécesseurs par les conceptions et le tempérament : des ouvriers, dont plusieurs avaient subi l'influence communiste dans les syndicats que les communistes contrôlaient (c'est le cas de S.W. Sisulu, qui deviendra secrétaire général de l'ANC), et, surtout, une nouvelle couche d'étudiants et de jeunes intellectuels, souvent fils de chefs (c'est le cas de Nelson Mandela, de Gatsha Buthelezi) très différents des intellectuels qui avaient fondé l'ANC en 1912. Ils avaient été formés dans les mêmes écoles religieuses que ceux des générations précédentes, mais, au cours des années 30, l'état d'esprit avait changé dans ces écoles ; les nouveaux étaient assurément moins avides de respectabilité bourgeoise et plus soucieux de l'originalité culturelle des populations dont ils étaient issus.

L'entrée de ces éléments nouveaux entraîna de profondes modifications dans l'ANC. En 1943, ses statuts furent modifiés dans un sens plus démocratique. En particulier, l'espèce de Chambre Haute ou de Sénat conservateur, où se retrouvaient les chefs traditionnels et qui patronnait en quelque sorte l'ensemble de l'ANC, fut supprimée (9). L'année suivante, était créée *The youth League of African National Congress*, la Ligue des

(9) En 1928, cette Maison des chefs (*House of Chiefs*) s'était élevée contre l'alliance de l'ANC avec le Parti communiste, en invoquant cet argument : « *Le Tsar était un grand homme dans son pays, et il était de sang royal comme nous les chefs. Où est-il maintenant ?* » (Sol Dubula : *The two pillars of our struggle. Reflections on the relationship between the ANC and SALP, in The African Communist, 1981/4*).

Jeunes de l'ANC, qui groupait, théoriquement sous la houlette de l'ANC, mais en leur laissant, bon gré mal gré, une large autonomie, les éléments les plus révolutionnaires des jeunes générations. On y trouvait Anton Lembede et Walter Sisulu, des autodidactes d'origine ouvrière, et des intellectuels comme Olivier Tambo et Nelson Mandela (qui avaient ouvert en commun un cabinet d'avoué).

### QUAND MANDELA ÉTAIT ANTICOMMUNISTE

On se trompe souvent sur le rôle que joua alors la Ligue des Jeunes, à qui l'on attribue la responsabilité d'avoir facilité la pénétration dans l'ANC des idées communistes et des communistes eux-mêmes. Au contraire, pendant quelques années elle fit ou tenta de faire obstacle à cette pénétration.

Certes, les « jeunes » donnèrent un style plus révolutionnaire à l'action du Congrès, sans pourtant d'ailleurs s'écarter du principe de la non-violence que Gandhi avait répandu bien au-delà des milieux indiens lors de son séjour en Afrique du Sud avant 1914. Seulement, il y a des degrés dans la non-violence : l'ancien ANC se contentait de protestations publiques, de pétitions, de lettres au gouvernement ou au parlement, de demandes de rencontres. Les jeunes y ajoutèrent la désobéissance civile, le refus d'appliquer des lois qui leur paraissaient iniques, comme celle qui imposait le passeport intérieur, le boycottage des institutions destinées aux Noirs, la grève, non au sens ouvrier du terme, mais dans un sens plus large : grève des commerçants, grève des autobus, etc. Des actions de masse, mais qui demeuraient dans le cadre de la non-violence.

Toutefois, cette « radicalisation » du style de l'action ne rapprochait pas alors les « jeunes » des communistes.

Nelson Mandela l'a affirmé lui-même, avec force, lors de son premier procès, dit de Rivonia (octobre 1963-mai 1964), et il n'y a aucune raison de mettre en doute ses affirmations sur ce point :

« Quand j'étais jeune, je pensais que l'admission des communistes au sein de l'ANC et la coopération étroite qui existait parfois sur des problèmes particuliers entre cette organisation et le parti communiste finiraient par altérer le concept de nationalisme africain. J'étais alors membre de la Ligue de la Jeunesse de l'ANC et j'appartins à un groupe qui demanda l'expulsion des communistes de l'ANC. Cette motion fut repoussée à une grosse majorité ». (N. Mandela, *L'apartheid* p. 92).

L'historien officiel du PCSA - A. Lerumo - souligne d'ailleurs qu'en mars 1950, la Ligue des Jeunes « commit l'erreur » de se tenir en dehors de l'action dite de défense du droit d'expression organisée par l'ANC du Transvaal, le

Congrès indien du Transvaal, l'Organisation des populations africaines et le district de Johannesburg du Parti communiste (o.c., p. 80).

### QUAND LE PC DÉNONÇAIT LES PETITS-BOURGEOIS DE L'ANC

Au demeurant, le PC d'Afrique du Sud n'était pas alors particulièrement tendre à l'égard des organisations militant pour l'uniformité des droits entre les races. Il leur reprochait leur modération, leur caractère petit-bourgeois. Il est vrai que, partout dans le monde, de 1947 à 1952, les Partis communistes durent adopter, d'ordre de Moscou, une politique sectaire de violence et d'isolement, sans concession à l'égard de ce qui ce fût.

En janvier 1950, lors de sa conférence nationale de Johannesburg, il approuva un rapport, « *Nationalisme et lutte des classes* », où il disait leur fait aux organisations de libération nationale :

« Conformément au caractère petit-bourgeois de leur direction, les buts des organisations nationales sont habituellement vagues, souvent contradictoires, et à la longue conciliateurs, comme quand on avance la réclamation d'une libération « mesurée » pour les Non-Européens, c'est-à-dire limitée aux personnes qui font preuve de capacités en fait d'éducation et de propriété. Le Dr Xuma [alors président de l'ANC-C.H.] lance un appel « pour qu'il n'y ait ni abandon ni affaiblissement dans la détermination du peuple à conquérir la liberté nationale » (*Inkluda Ya Bantu*, 10.9.49). M. Mda, président de la Ligue de la Jeunesse du Congrès, pose que « nous sommes inflexiblement opposés à l'oppression nationale et à la domination blanche étrangère » et que « au cours de notre marche en avant vers la liberté nationale se constitueront les forces démocratiques qui permettront l'établissement d'une vraie démocratie et d'un ordre social juste » (id., 27.8.49). Mais le peuple n'a pas dit pour quelle sorte de « liberté » il était prêt à combattre, ni quel doit être le contenu de « la vraie démocratie et de l'ordre social juste ». Vraisemblablement, l'objectif doit être une complète égalité avec les Européens. Mais « l'égalité » envisagée n'est pas l'égalité du socialisme ; c'est la sorte d'égalité qui existe dans un capitalisme de libre concurrence, « l'égalité devant la loi ». C'est là aussi l'objectif des Européens « libéraux », que les dirigeants des mouvements nationaux accablent et accusent de « dégrader » le peuple. Ces dirigeants, en réalité, sont des « capitalistes libéraux » et la « liberté » qu'ils désirent est la liberté de pressurer leur peuple pour en tirer des profits.

« Chaque fois qu'une tentative est faite pour formuler des objectifs spécifiques (en dehors des revendications immédiates comme l'abolition de la loi des laissez-passer, de plus larges facilités d'éducation ou l'immunité), les dirigeants des organisations de libération nationale font preuve d'une prodigieuse capacité pour rester dans le vague et l'ambiguïté. Prenez, par exemple, le « Programme national d'Action » publié dans *Inkluda Ya Bantu* (30.7.49) sous la signature de MM. James Catala, Pidje, Sobukwe, Secenyva et Mda. Il définit « la liberté nationale » comme « la liberté à l'égard de la domination blanche et l'acquisition de l'indépendance politique. Comme tous les autres peuples, le peuple africain réclame le droit à l'autodétermina-

tion ». C'est là l'objectif habituel des mouvements nationalistes. Mais quel sens peut-on lui accorder en Afrique du Sud ? Le « droit à l'autodétermination » ne peut signifier que le « droit de sécession politique », c'est-à-dire le droit de constituer un Etat séparé. Etre politiquement « indépendant », « faire sécession », signifie diviser l'Afrique du Sud en un Etat « blanc » et un Etat « noir » ; cela signifie l'apartheid. Est-ce cela l'objectif ? Ou bien doit-on comprendre que le programme signifie que les Blancs doivent être chassés d'Afrique du Sud ? Les signataires « réclament aussi le droit de représentation directe dans tous les organes de gouvernement du pays ». Mais sur quelle base ? Est-ce que les Africains demandent des droits limités ou la totalité des droits ?

« C'est toutefois au chapitre des revendications économiques que la maigreur du programme apparaît le mieux. Il consiste en deux paragraphes, l'un qui réclame l'établissement de coopératives populaires, l'autre la consolidation des fédérations industrielles des ouvriers en tant qu'aile du « mouvement de libération nationale ». Rien au sujet du besoin de plus de terres et de l'abolition de la loi sur les Terres indigènes, rien sur la barrière de couleur dans l'industrie, le commerce et les professions libérales, rien sur la multitudes des lois et pratiques discriminatoires qui font obstacle au progrès économique des Africains.

« A cause de son caractère petit-bourgeois, de sa dépendance économique à l'égard de la classe dirigeante blanche et de son isolement des ouvriers, la direction des organisations nationales cherche refuge dans les tactiques négatives et défaitistes qui, pour la consommation de masse, s'enveloppent dans des phrases révolutionnaires fières et sonores. A l'heure actuelle, par exemple, une politique de « non-coopération » ou de boycott est préconisée comme le seul « salut » possible pour les peuples non-européens. Mais un refus de « coopérer » peut être efficace seulement quand la classe dirigeante souhaite la coopération, qu'elle en a besoin, comme en cas de guerre ou pour sortir d'une situation révolutionnaire. Dans ces cas-là, le boycott des institutions peut être efficace, contraignant la classe dirigeante à des concessions. De toute évidence, la faiblesse congénitale de la tactique du boycott réside en ceci que la classe dirigeante elle-même souhaite l'abolition des institutions en question, les NRC, les Advisory Boards (les bureaux de consultation), les droits parlementaires des Africains. Ainsi, le mouvement de boycott n'a pas servi à dresser le peuple contre l'oppression. Au contraire, il s'est tourné en une attaque contre ceux des Africains qui mènent un combat actif dans les bureaux de consultation, le Bunga ou les NRC. Il y a, c'est certain, bien des gens dans ces organismes qui font de l'apaisement et de la conciliation, mais au lieu de les dénoncer et de les forcer à adopter un style d'action militant (tournant leurs statuts, développant une conscience politique dans le peuple, montant en épingle les mécontentements et mettant en avant des réclamations), les partisans du boycott crient à tout le monde : dehors ! aussi bien aux combattants qu'aux conciliateurs.

« L'esprit de la campagne, c'est, en fait, que les Non-Européens doivent tourner le dos à la lutte politique, s'isoler eux-même des Européens, bref, accepter la ségrégation. S'il se poursuit sous sa forme actuelle, sans nuance et naïve, le mouvement en faveur du boycott ne

conduit à rien moins qu'à renforcer les débuts de tendances qui existent déjà parmi les populations non-européennes d'accepter l'apartheid comme une alternative désespérante de l'égalité. Quant à l'apartheid (ce substitut humiliant du droit à l'autodétermination), il offre un domaine protégé pour un petit nombre de Non-Européens (loueurs de logements, enseignants, ministres du culte, politiciens, voire responsables syndicaux) qui se servent du sentiment national comme d'une arme dans la concurrence avec les Blancs » (*South African communists speak 1915-1980*, pp. 208-210).

Texte étonnant, où l'on voit les communistes reprocher à l'ANC de poursuivre une politique qui va, en réalité, dans le même sens que l'apartheid, la constitution d'une communauté noire distincte de la communauté blanche. A leurs yeux, il aurait fallu poursuivre la lutte au sein même des institutions que le gouvernement créait pour permettre à la communauté noire de faire progressivement ses affaires elle-même. Mais c'est là une tactique dangereuse pour ceux qui l'adoptent : s'ils ne sont pas solidement tenus, encadrés par une organisation extérieure qui guide et contrôle leurs activités, ils risquent de se laisser prendre au jeu des institutions et d'être, en quelque sorte, gagnés, convertis par elles, même s'ils n'y sont entrés que pour les combattre.

Les partis communistes ont justement été conçus et construits pour mener des actions de ce genre à l'aide de militants qu'ils tiennent bien en main. Tel n'était évidemment par le cas de l'ANC, dont, dans le même texte, le PCSA dénonçait « l'absence fatale de discipline et d'organisation » :

« Les dirigeants des mouvements nationaux tiennent des conférences, prennent des résolutions, dressent des programmes, publient des communiqués, discutent sur « l'unité ». Tout cela est fondamental, mais n'a d'importance que si les décisions se transforment en actions. Or, à l'exception du mouvement national indien, l'action ne sort guère du fracas des mots, des fleuves de documents, des confabulations permanentes... Mots de bravoure et attitudes héroïques se dissipent dans l'air sans laisser derrière eux d'exemples d'actions qui pourraient inspirer et guider le peuple. Ces mouvements n'ont ni adhérents solides, ni services fortement organisés, ni ressources financières, ni chefs décidés, pour rallier le peuple. Cette faiblesse dans l'organisation ne vient ni de l'inexpérience, ni de l'incapacité. Elle est la conséquence directe (quant à la nature de la direction, aux hésitations, au manque de clarté) de leur faiblesse de base en tant qu'organisations de la petite bourgeoisie » (o.c., p. 210).

Serait-il hasardeux de penser que l'ANC doit les indéniables progrès qu'il a accumulés en matière d'organisation politique à la présence dans ses rangs de représentants du PCSA, à qui leur formation léniniste a donné la conviction que l'organisation est primordiale et a enseigné des méthodes d'organisation éprouvées ?

Claude HARMEL

(à suivre)



# chroniques

## À LA VEILLE DU « CONGRÈS MONDIAL DE LA PAIX »

Les Soviétiques passent, à juste titre, pour des orfèvres en matière de formation et de manipulation des organisations satellites de masses. Rien d'étonnant à cela : ils détiennent à la fois le brevet d'invention (au début des années 20) et l'expérience (déjà plus de soixante ans). C'est pourquoi, quand ils prennent une décision et engagent leur appareil, des résultats positifs sont quasi-assurés.

Ainsi s'explique la Résolution prise par les Nations Unies sur la pression soviétique le 16 novembre 1982, déclarant 1986 « *Année internationale de la paix* ». L'intention des dirigeants soviétiques était plus que transparente : organiser, tout au long de l'année 1986, de nombreuses manifestations « *pour la paix* », mais — atout appréciable — sous le couvert ou en association avec les organismes des Nations Unies. Il restait donc trois années entières pour donner une ampleur maximum à cette « *Année internationale de la paix* » et lorsque l'échéance arriva, les Soviétiques paraissaient être au rendez-vous.

Au début d'avril, Youri Joukov, président du Comité soviétique de la paix (et membre-suppléant du Comité central du PC soviétique), pouvait annoncer fièrement dans la revue « *La Vie Internationale* » (N° 4) : « *Les sommes versées par l'Union soviétique au fonds de la campagne mondiale du désarmement serviront à organiser, en mai 1986, en URSS, une seconde conférence internationale des Nations Unies pour les organisations non gouvernementales, qui sera consacrée à la lutte pour le désarmement. Elle sera accueillie conjointement par le ministre des Affaires étrangères de*

*l'URSS et par notre Comité. Des possibilités encore plus larges de développer la coopération avec l'ONU s'offrent en 1986, proclamée Année internationale de la paix* ».

Pourtant, l'événement annoncé avec pompe par Youri Joukov revêtit un caractère très différent, car un fait imprévu, l'accident de Tchernobyl, bouscula les projets soviétiques. Au lieu de la grande manifestation soviéto-onusienne prévue, eut lieu à Tbilisi, du 19 au 23 mai, une conférence groupant seulement soixante-dix participants et à laquelle la presse ne fit guère écho. Surtout, c'est à Tchernobyl et non au désarmement que la priorité fut accordée. Un orateur britannique rendit hommage à l'action des autorités soviétiques en cette circonstance, mais il fut critiqué par un Américain ! L'« erreur humaine » (pour parler le langage soviétique) de Tchernobyl avait annihilé l'effet de propagande attendu de cette conférence.

L'accident de Tchernobyl, ajouté à d'autres « erreurs humaines » politiques ou techniques, risque toutefois de porter un très rude coup à une autre manifestation conçue par les Soviétiques : le Congrès mondial de la paix, prévu du 15 au 19 octobre à Copenhague (1).

### Deux ans de travaux préparatoires

Dès juillet 1984, à la réunion du Conseil mondial de la paix de Bucarest, un porte-parole soviétique fit connaître l'intention de Moscou d'organiser en Europe occidentale une « confé-

*rence mondiale de toutes les forces de la paix* ».

En janvier 1985, lors d'une nouvelle réunion du Conseil mondial de la paix, le choix de Copenhague pour tenir cette rencontre fut décidé et l'appareil se mit en marche. Une autre réunion, plus restreinte et plus confidentielle, eut lieu en octobre 1984 à Copenhague : d'un côté, Tair Tairov, à l'époque représentant soviétique au Secrétariat du Conseil mondial de la paix et de l'autre, trois personnalités centrales du PC danois : Igmarr Wagner, secrétaire du Parti ; Carl Rosschon, membre du Secrétariat du Conseil mondial de la paix ; Willum Hansen, désigné président du Comité d'organisation du congrès de 1986.

Une autre réunion préparatoire se tint à Copenhague les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1985, avec 89 participants, dont Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix et Tair Tairov. Les organisateurs donnaient l'impression d'avancer sérieusement dans leurs démarches : c'est ainsi qu'en décembre 1985, ils se félicitaient de pouvoir compter sur la présence de Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations Unies, pour prononcer le discours inaugural et sur celle de Jesse Jackson, candidat présidentiel aux Etats-Unis, ce qui garantissait que le président Reagan serait l'accusé n° 1 du congrès.

### Les défaillances et les contestataires

Au début de cette année, le dispositif mis en place et censé produire des résultats de plus en plus notables commença à enregistrer quelques ratés. Le 10 janvier, le Parti social-démocrate danois émit un Non définitif à sa participation. Peu après, le secrétaire général des Nations Unies déclina l'offre de prononcer le discours d'ouverture. Tout ce que les organisateurs purent obtenir des Nations Unies fut l'inscription du Congrès sur le calendrier des activités déployées dans le cadre de l'Année internationale de la paix — le moins

(1) Voir Branko Lazitch : « *Le Congrès mondial de Copenhague* » (*Est & Ouest* n° 31, juin 1986).

qu'ils pussent obtenir, le Secrétariat des Nations Unies chargé de l'Année internationale étant dirigé par un membre du Comité central du PC polonais (Krzysztof Ostrowski) et son supérieur au siège de New-York étant un « diplomate » soviétique, Viatcheslav Oustinov.

D'autres défaillances suivirent. Le 11 juin, lors d'une conférence de presse, Hermond Lannung, président du Comité de coordination, annonça triomphalement que le sénateur américain Edward Kennedy était invité à prendre la parole à l'ouverture de ce Congrès. Malheureusement, interrogée à ce sujet, Jenny Holiday, attachée de presse du sénateur, précisa que l'invitation n'était pas parvenue à celui-ci et que de toute manière, sa réponse aurait été négative puisqu'en « aucune circonstance le sénateur ne pouvait se rendre en octobre au Danemark ». Apprenant cet échec, le président Lannung (91 ans) déclara à la presse : « J'avais espéré au départ que Palme viendrait à l'ouverture, mais hélas, c'est devenu exclu. L'une de ces solutions de rechange dont nous nous occupons en ce moment est d'inviter le premier ministre indien Rajiv Gandhi, mais visiblement il n'aura pas le temps de venir ». Rendu plus prudent par cette série de refus, Lannung ajouta qu'il ne voulait pas révéler les noms d'autres personnalités avec lesquelles des négociations étaient en cours.

En ce qui concerne les groupements et mouvements invités, aucun problème avec certains, en particulier l'OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine) et l'ANC (Congrès national africain). Pour d'autres, les obstacles sont infranchissables, comme par exemple les dissidents tchécoslovaques de la « Charte 77 ». Le dirigeant danois du mouvement « Non aux armes atomiques », Troels Toftkaer, avait exigé publiquement que le Comité national tchécoslovaque englobât dans sa délégation à Copenhague des représentants de la « Charte 77 ». Sa lettre disait : « Nous vous confirmons en même temps que

le Comité d'organisation (du Congrès) est d'avis que les représentants de la « Charte 77 » peuvent participer à ce congrès, même au cas où il n'y aurait pas d'accord officiel tchécoslovaque ». Bien entendu, Prague fit la sourde oreille à cette requête...

Membre du Comité d'organisation du Congrès mondial de la paix, ce même Troels Toftkaer dénonça quelques autres anomalies dans le programme du Congrès. Par exemple, il remarqua : « L'Afghanistan a été placé trop bas par rapport à l'Afrique du Sud et à la lutte contre l'apartheid, qui figure comme point spécial à l'ordre du jour. Rien de tel pour l'Afghanistan, mentionné sur la liste des conflits régionaux avec l'insinuation qu'il s'agirait-là de l'ingérence de la CIA, de l'Iran et du Pakistan. Cela dissimule la vérité, à savoir que le conflit principal est entre les Soviétiques et les Afghans ».

Les organisateurs du Congrès multiplient toutefois les efforts en vue d'empêcher de tels propos d'être entendus au Congrès, pour lequel ils escomptent la présence de 1 500 participants représentant 300 organisations internationales et 150 organisations nationales.

### Au service de Moscou

Si, de-ci de-là, une voix dissonante s'élève à Copenhague, on peut être certain qu'elle ne vient pas de Hermond Lannung, qui figure officiellement à la tête de l'appareil mis en place pour organiser le congrès. Moscou a une totale confiance en lui et c'est réciproque. Son apothéose eut lieu lors de son récent séjour en URSS : il fut, en effet, reçu au Kremlin le 17 mars dernier et se fit photographier entre Youri Joukov, président du Comité soviétique de la paix et André Gromyko, président de l'Etat soviétique. Ses liens plus qu'anciens avec l'Union soviétique furent évoqués à cette occasion : il avait assisté aux funérailles de Lénine en janvier 1924 ! Ses titres furent également rappelés : il est docteur *honoris causa* de l'Université de Moscou et il fut

longtemps président de l'Association Danemark-URSS.

Devant ces éloges, une publication danoise, « Jyske Tidende » (23 juillet), voulut rappeler un fait de la vie de Lannung que « la mémoire défaillante des vieilles générations et l'ignorance des jeunes générations risquaient d'occulter » : lorsqu'en avril 1940 le Danemark fut occupé par les troupes hitlériennes, une poignée de députés, dont Lannung, fondèrent l'Association Danemark-Troisième Reich ! Cet événement eut lieu dans l'euphorie du pacte Hitler-Staline, qui fournissait à Lannung l'occasion d'être en excellents termes à la fois avec les Allemands et les Soviétiques. Aujourd'hui encore, il s'arrange pour jumeler son attachement à l'URSS (d'où sa présidence du Congrès mondial de la paix) et au Danemark (d'où l'initiative surprenante de quelques députés danois le proposant comme lauréat du prochain Prix Nobel de la paix) !

\*  
\*\*

Si les Soviétiques peuvent compter sur la totale docilité de Lannung, ils peuvent aussi se flatter d'avoir imposé un ordre du jour du congrès suffisamment vaste et vague pour englober tous les thèmes de leur propagande habituelle. Ces sept points figurent en effet dans le premier projet d'ordre du jour :

- 1) Paix et justice : les liens entre la paix, le développement économique et le progrès social ;
- 2) Désarmement : l'urgente nécessité du désarmement et la prévention contre le désastre nucléaire ;
- 3) Paix et libération : l'extirpation de la discrimination raciale et de l'apartheid ;
- 4) Paix et droits de l'homme : le respect des droits de l'homme et de la liberté, éléments nécessaires de la paix ;
- 5) Paix et besoins humains : paix en tant qu'élément nécessaire pour satisfaire les besoins élémentaires de l'homme, tels la nourriture, le logement, la santé et l'environnement agréable ;
- 6) Coexistence pacifique : les conditions préparatoires de la coexistence ;

7) Paix et confiance : le rôle que joue la coopération internationale par l'intermédiaire des gouvernements, des parlements, des organisations non-gouvernementales, du Mouvement de la paix.

Mais face aux difficultés grandissantes rencontrées par les organisateurs danois du congrès, le bruit court que les Soviétiques seraient loin d'être satisfaits des premiers résultats.

L'insistance de ce bruit a provoqué le démenti officiel d'un membre non-communiste du Comité d'organisation, Jens Clausager. Dans une déclaration publiée le 5 août, il a nié la mainmise soviétique sur le Conseil mondial de la paix et sur le Congrès, ajoutant sans la moindre ironie : « *Bien au*

*contraire, les Soviétiques sont exceptionnellement bien disposés à l'égard des demandes de plus en plus pressantes faites pour un libre débat au congrès ».*

Toutefois, le même porte-parole ajoutait cette précision pas forcément rassurante : les invitations officielles seront envoyées à tous les intéressés seulement après une dernière réunion, qui aura lieu au début de septembre à Vienne. De quoi entretenir le suspense et alimenter les rumeurs défavorables à l'égard des organisateurs officiels (les Danois) et réels (les Soviétiques) de cette opération conçue à l'échelle mondiale.

Branko LAZITCH

## LE « NÉOGLOBALISME », STADE SUPRÊME DE L'IMPÉRIALISME

« *Le néo-globalisme des Etats-Unis est la politique la plus agressive qui ait jamais existé sur Terre. Aucun conquérant dans le passé n'a jamais mis en œuvre une telle politique ».*

Ces phrases, qui semblent dater de la guerre froide, sont extraites de la presse soviétique des dernières semaines.

Malgré la multiplication des contacts sur le contrôle des armements et du retour à une atmosphère de détente, la propagande soviétique s'est trouvé un nouveau cheval de bataille anti-américain : le « *néo-globalisme* ».

De quoi s'agit-il ? Andréï Gromyko, le président du Soviet suprême, exposait ainsi le « *néo-globalisme* » au ministre est-allemand de la Défense, le Général Heinz Kessler, le 5 mai dernier à Moscou :

– *La politique de néo-globalisme entend utiliser dans le monde chaque événement désagréable pour les cercles dirigeants des Etats-Unis comme prétexte pour agir comme le*

*veut Washington en utilisant la force contre d'autres Etats et d'autres peuples.*

En visite en URSS, Egon Bahr et David Owen, responsables des relations internationales des partis sociaux-démocrates ouest-allemand et britannique, respectivement, ont fait la connaissance du « *néo-globalisme* » au cours d'une émission-débat de la télévision soviétique, « *Studio-9* », à laquelle ils participaient avec Gueorgui Arbatov, le principal spécialiste soviétique des Etats-Unis, et Valentin Faline, directeur de l'agence de presse *Novosti*, le 15 juillet dernier.

Question du présentateur, Valentin Zorine :

– *Je voudrais vous demander, M. Bahr, quelle est votre attitude face à la doctrine de néo-globalisme de Washington ?*

Réponse de Bahr (qui ne semble pas avoir saisi le sens de la question) :

– *Durant ma visite à Washington, il y a deux semaines, je n'ai pas trouvé de nouvelle doctrine là-bas, mais une lutte*

*souterraine (sur l'utilité des négociations).*

Faline intervient :

– *Je ne suis pas sûr que cette lutte soit encore en cours et que son résultat ne se manifeste pas dans certaines doctrines militaires. Par exemple, la dernière doctrine navale américaine contient la thèse que les Etats-Unis doivent être prêts à l'éclatement d'une guerre globale. C'est plus qu'une discussion, c'est une ligne de conduite.*

Réplique de Owen :

– *Nous pouvons échanger les documents des deux côtés. Je peux citer des prises de position d'amiraux soviétiques sur l'extension des activités navales de l'URSS partout dans le monde.*

Dans l'échange, c'est Arbatov qui emporte le point :

– *Nous n'avons pas de plans impériaux, il suffit de se référer aux documents de notre dernier congrès.*

Le téléspectateur soviétique n'est pas en mesure de comprendre les arguments de Bahr et Owen. Un parallèle entre les Etats-Unis et l'Union soviétique buttera toujours sur la phraséologie : si la politique de l'URSS est une politique de paix, comme l'inculque la pression idéologique (et individuellement, chaque Soviétique veut réellement la paix), les tensions du monde ne peuvent venir que des Etats-Unis.

C'est le discours du président Reagan devant le congrès, le 6 février dernier, qui sert de prétexte à cette nouvelle campagne. Le président y avait évoqué les problèmes auxquels les Etats-Unis sont confrontés et les mesures qu'il comptait prendre, notamment contre le terrorisme. Il avait notamment prononcé l'adjectif « *global* » qui a permis au Kremlin d'extrapoler une doctrine.

Exemple de « *néo-globalisme* » selon la presse soviétique : les attentats terroristes en Occident ont servi de prétexte au président Reagan pour « *mener l'action de gangster*

contre la Libye » en avril dernier. Mais le bombardement de Tripoli constitue, lui, un « *avertissement non-voilé contre le Nicaragua* ».

Les plus simples contacts entre Washington et ses alliés deviennent, pour les Soviétiques, de nouvelles preuves du « *néo-globalisme* ».

Ainsi, le voyage de M. Ronald Reagan en Asie, en mai dernier : « *Les Etats-Unis portent l'entière responsabilité des actions destinées à miner l'esprit constructif de Genève. La preuve en est fournie par la politique de néo-globalisme que le président des Etats-Unis a proclamée pendant son voyage en Extrême-Orient* » (TASS, 5 mai 1986).

Naturellement, les alliés de Moscou sont également mis à contribution. Comme le général Kessler, le président Souphanouvong du Laos est également

chargé de lancer sa diatribe, le 9 juillet :

« *La situation dans le monde, particulièrement dans la région de l'Asie et du Pacifique, est devenue extrêmement dangereuse à cause de la politique de néo-globalisme suivie par les impérialistes américains...* » (TASS).

Affubler les Etats-Unis d'une image belliciste permet au Kremlin de faire croire aux Soviétiques et à l'opinion publique de certains pays du Tiers-Monde perméables à la propagande communiste que les progrès de la détente ont été imposés par la volonté soviétique, qui a forcé les faucons de Washington à s'asseoir à la table de négociations.

Les Etats-Unis, en revanche, ne peuvent avoir recours à une rhétorique anti-soviétique sous peine de s'attirer l'accusation de vouloir faire capoter ces mêmes négociations.

Pierre LORRAIN

## Les socialistes de Felipe Gonzales face aux fragments du communisme espagnol et à ses alliés

La chambre des députés élue le 22 juin dernier en Espagne compte, on le sait, une représentation communiste très affaiblie. Deux des trois partis communistes existants (1), le *Parti Communiste Espagnol* de Gerardo Iglesias et le *Parti communiste des peuples d'Espagne* d'Ignacio Gallego, se sont regroupés, à l'occasion des élections, avec le *Parti socialiste unifié de Catalogne* et la *Fédération progressiste*, sans compter quelques groupuscules écologiques ou autres, au sein d'une coalition appelée *Gauche Unie*. Or celle-ci n'a obtenu, au total, que 4,7 % des suffrages exprimés et sept élus (2). De ce fait,

(1) Voir à ce sujet : « *L'agonie du mouvement communiste en Espagne* », par Branko Lazitch (*Est & Ouest* n° 26, janvier 1986), et la note : « *Espagne, vers un nouveau désastre électoral des communistes ?* » (*Est & Ouest* n° 30, mai 1986).

(2) Le troisième parti communiste, le *Parti communiste espagnol (marxiste-révolutionnaire)* de Santiago Carrillo n'a eu, quant à lui, aucun élu.

ces derniers ne peuvent constituer à la chambre des députés un groupe parlementaire (il leur faudrait pour cela avoir atteint 5 % des suffrages exprimés) et ils doivent rejoindre le groupe des non-inscrits, appelé Groupe Mixte, ce qu'ils refusent véhémentement. D'où les incidents qui ont marqué les premiers jours de la nouvelle législature.

Le bureau de la chambre ayant repoussé la demande des députés de la Gauche Unie de former un groupe bien que n'ayant pas atteint les 5 % de suffrages exigés par la loi, dès la première session (22 juillet) Gerardo Iglesias, secrétaire général du Parti communiste espagnol (P.C.E.), prit la parole pour faire appel de cette décision devant les députés. Le président lui demanda de produire ses arguments seulement dans une note adressée au bureau de la chambre, conformément au ré-

glement de celle-ci. Iglesias voulut continuer à saisir directement l'ensemble de la représentation. On dut, pour le ramener au silence, débrancher son micro, puis agir de même à l'égard de deux autres députés de la Gauche Unie, Ramon Espasa, représentant du Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.) et Ramon Tamames, leader de la Fédération progressiste (F.P.), qui entendaient prendre sa suite. Les sept élus de la Gauche Unie quittèrent alors l'hémicycle.

Gerardo Iglesias justifia cette attitude par le fait que Felipe Gonzales allait commencer son discours de candidature à la présidence du Gouvernement et qu'il le tenait pour « *le véritable responsable* » de l'« *incroyable décision politique* » de ne pas permettre aux élus de la Gauche Unie de constituer un groupe spécifique, « *sous le prétexte que nous sommes à trois dixièmes du pourcentage fixé* ».

Le lendemain, le bureau de la chambre examina à nouveau la demande de la Gauche Unie, qui arguait du fait que si, aux 4,7 % des voix qu'elle avait obtenus, on ajoutait les suffrages recueillis par deux petites formations des îles Canaries qui s'étaient déclarées proches d'elle, le pourcentage des 5 % se trouverait atteint. Le bureau estima toutefois que les deux formations canariennes en question, elles-mêmes trop faibles pour être représentées au parlement, possédaient « *leur propre personnalité juridique et leur autonomie politique* », ce qui interdisait de les classer comme membres de la Gauche Unie. La demande de celle-ci fut, une fois de plus, rejetée.

En séance, les communistes et leurs alliés revinrent occuper leurs sièges. Ils n'abandonnèrent pas pour autant leur revendication, que Gerardo Iglesias voulut défendre à nouveau devant les députés. Le président de la chambre, comme la veille, lui fit remarquer que les décisions du bureau ne pouvaient être discutées en séance plénière. Iglesias répondit que non seulement on l'empêchait « *injustement* », lui et ses amis, de former un

groupe, mais qu'on leur refusait aussi la parole. Enrique Curiel, n° 2 du P.C.E., évoqua donc l'éventualité d'un nouvel abandon de l'hémicycle par les élus communistes : « *Aujourd'hui, nous allons être présents, mais nous reconsidérerons notre position, car nous ne voulons pas siéger au sein du Groupe Mixte* ».

A noter que si plusieurs députés autres que les communistes et leurs alliés se déclarèrent favorables à la constitution d'un groupe de la Gauche Unie, ce ne fut pas par sollicitude à l'égard de ces derniers, bien au contraire : représentants de mouvements autonomistes régionaux et membres du Groupe Mixte, ils ne souhaitaient pas côtoyer au sein de ce groupe la représentation communiste et risquer de s'y trouver « asphyxiés » par celle-ci, au dire de l'un d'eux...

Dans le débat qui suivit, de vifs échanges intervinrent entre les communistes et Felipe Gon-

zales. « *Personne ne sait si vous vous situez ou non à gauche* », lança celui-ci à Gerardo Iglesias, qui répondit : « *Il est parfaitement démontré que votre gestion passée a été caractérisée par une attitude permanente et préméditée de fraude politique* ».

L'animosité des responsables communistes envers le chef du Parti socialiste espagnol s'explique en fait, dans une large mesure, par leur dépit d'avoir vu celui-ci conserver la majorité absolue à la chambre des députés : il n'a ainsi eu ni à rechercher leur soutien, ni à se rapprocher du centre ou de la droite.

Sourds à leurs arguments, dénués de complaisance à leur endroit et particulièrement critiques envers leurs positions, telle a été l'attitude des socialistes de Felipe Gonzales, en ce début de la nouvelle législature, devant les divers fragments du communisme espagnol. Rien n'indique que cette attitude puisse être modifiée dans un avenir proche.

Hervé LE GOFF

## MARGARETE BUBER-NEUMANN : UN TÉMOIGNAGE DÉNATURÉ

Margarete Buber-Neumann était quelque peu oubliée en France depuis la publication en 1949 de *Déportée en Sibérie* (1) et son témoignage en faveur de Kravchenko la même année (2).

Son nom est revenu à l'actualité récemment. En janvier 1986, le journal *Le Monde* et l'émission télévisée *Apostrophes* saluaient en effet la sortie en français de *Miléna*. Ce texte, Margarete Buber-Neumann l'avait écrit en hommage à, et pourrait-on dire en amitié avec, une journaliste tchèque, Miléna Jesenska, internée à Ravensbrück, où elle mourut en 1944.

On connaît probablement l'itinéraire de Margarete Buber-Neumann : naissance à Potsdam en 1901, premier mariage avec le

fils du philosophe Martin Buber, puis rencontre avec Heinz Neumann, un des dirigeants du P.C. allemand des années 30. Réfugié à Moscou, ce dernier est arrêté et, selon toute vraisemblance, exécuté en 1937. L'année suivante, sa compagne est arrêtée elle aussi, puis déportée près de Karaganda, dans le Kazakhstan.

C'est cette expérience des camps soviétiques, relatée peu après la guerre, qui était surtout connue en France. C'est encore ce texte qu'a édité — tel quel — le Seuil à la fin de l'année dernière. Il faut cependant savoir qu'il constitue seulement la première partie du volumineux récit initialement publié en allemand sous le titre *Als gefangene bei Stalin und Hitler* (Prisonnière chez Staline et Hitler). Margarete Buber-Neumann est, en effet, un exceptionnel témoin non seulement des camps staliens, mais aussi des camps

nazis : son internement à Karaganda dura moins de deux ans. En 1940, pour sceller l'amitié des deux Etats totalitaires, Staline fit livrer à la Gestapo cinq ou six cents réfugiés politiques allemands. Parmi eux, Mme Buber-Neumann.

N'imaginant pas que la femme d'un si haut responsable communiste ait pu renier ses engagements antérieurs et ne voulant pas courir le risque de laisser libre une espionne, les nazis l'envoyèrent au camp de Ravensbrück.

Cette deuxième expérience concentrationnaire, l'éditeur français, en 1949, la jugea moins originale, après tout ce qui avait été publié sur les camps nazis, alors qu'on pouvait compter sur les doigts d'une main les livres témoignant en français sur les camps soviétiques les trois années précédentes. Aussi crut-il bon de ne faire traduire que la partie soviétique de l'expérience de Mme Buber-Neumann.

Près de quarante ans plus tard, il n'existe toujours pas de traduction en français de cette deuxième partie. Son intérêt saute pourtant aux yeux du lecteur germanophone (ou anglophone : il existe, en effet, une traduction anglaise depuis 1949). Aussi terrible soit-elle — Mme Neumann n'a rien d'une « révisionniste » — la description qu'elle donne d'un camp nazi a peu à voir avec les images d'Epinal qu'on nous en donne depuis longtemps. Sur l'attitude des communistes, sur celle des Soviétiques lors de la libération des camps, ses souvenirs sont également extrêmement riches. Enfin et surtout, le rapprochement des deux expériences concentrationnaires en un seul volume — comme l'auteur l'avait souhaité elle-même — fournit ample matière à réflexion pour qui réunit en un même concept de totalitarisme les systèmes fasciste et communiste.

La réédition récente à Stuttgart, par Seewald, d'*Als Gefangene bei Stalin und Hitler*, devrait donc être un évènement

(1) *Déportée en Sibérie*, Editions du Seuil, Paris 1985.

*Als gefangene bei Stalin und Hitler*, Verlag Seewald, Frankfurt 1985.

(2) *La Révolution mondiale* (Casterman, Paris) était passée beaucoup plus inaperçue en 1971.

purement et simplement réjouissant : dans cette Allemagne qu'on dit gangrenée par le neutralisme et le pacifisme, un tel livre rappelle avec bonheur ce que communisme veut dire. Or, l'examen attentif et précis de cette réédition de 1985 réserve de grosses surprises à qui la compare avec l'original publié en 1948 : près d'une centaine de modifications y ont été apportées !

Certes, nombre d'entre elles sont peu importantes et si leur utilité ne s'impose pas, elles ne choquent pas vraiment. Certaines visent même à alléger le texte d'une incise qui coupait le fil du récit. D'autres permettent à l'éditeur, là où parfois il n'y avait que des initiales, de donner un nom. Ici ou là encore, une date, un nombre, une orthographe erronés ont été corrigés.

Mais, notamment dans la partie de l'ouvrage qui relate la vie de réfugiée politique que Mme Buber-Neumann a menée à Moscou, plusieurs modifications et coupures de taille édulcorent franchement son témoignage. Si bien que la traduction tronquée d'*Als gefangene...* que nous devons à Mme Postel-Vinay (tronquée, puisqu'elle ne concerne que la partie soviétique) est de loin plus conforme à l'édition originale allemande que le volume mis à la disposition des lecteurs allemands par Seewald en 1985 (3).

Au total, on peut parler d'un véritable effet de désinformation sur le stalinisme.

L'horreur de la condition de Mme Buber-Neumann qui vit à Moscou en véritable bête traquée, est très affadée. C'est ainsi qu'est supprimé le passage où elle demande de l'aide à un responsable du Komintern, ami proche de Heinz Neumann. Cet homme dans l'angoisse (ce sera bientôt à son tour d'être arrêté) ne peut rien faire et l'on comprend dramatiquement qu'une amitié, quelle qu'elle

(3) Les mérites de cette traduction française devaient être soulignés puisque *Le Monde* du 17/01/86 n'évoquait d'elle que ses coquilles et son titre erroné.

soit, est impuissante face à la machine répressive stalinienne (4).

Cette atmosphère angoissante, on la trouve également mise en évidence dans un autre passage : « *Le cœur battant, écrit-elle, nous fixions toute notre attention sur le bruit des bottes qui approchaient. A qui le tour ?* » (5). Ce passage est pourtant supprimé dans la dernière édition allemande, comme l'est aussi la suite : « *Des scènes bouleversantes se déroulaient quand on arrachait les enfants à leur mère. Les enfants qui restaient tout seuls étaient conduits dans des homes où l'on ne pouvait plus s'occuper d'eux, tant ces maisons étaient surpeuplées* ».

Le caractère international de la répression est également gommé : « *On prenait, pouvait-on lire en 1948 (mais plus en 1985), des Allemands, des Polonais, des Lithuaniens, des Lettons, des Finnois, des Bulgares, des Chinois et des Japonais* ». L'horrible plaisanterie qui circulait sur Teruel à Moscou est également délaissée (6).

Divers passages concernant la violence de la répression et son caractère systématique sont également supprimés (7), notamment celui sur la fouille à la manière NKVD (8), ou cet autre évoquant le caractère « familial » des arrestations. L'original seul affirme : « *On rendait les épouses et les grands enfants responsables des délits politiques de leur mari ou de leur père et on les arrêtait* » (9).

(4) V. édition originale (nous écrivons O) p. 12 ; traduction française (nous écrivons F) p. 12. Il nous semble plus utile de faire référence à cette traduction pour les lecteurs français qui y auront accès facilement et l'on ajoutera la page de l'édition Seewald de 1985 où le passage aurait dû se trouver (en écrivant S).

(5) O. p.15-16, F. p.13-14, S. p.13.

(6) F. 14. Voici la plaisanterie en question : évoquant les combats de la guerre d'Espagne, un Moscovite dit à l'autre : « *Ils ont pris la ville de Teruel* » Son interlocuteur, tout à la répression qui s'abat autour de lui répond : « *Ah ! ils arrêtent des villes entières maintenant ?* ».

(7) F. p.21, O. p.20, S. p.18, F. p.24, O. p.23 S.p.20 F. p.66, O. p.57, F. p.112, O. p.85 S. p.93 etc.

(8) Alors que le texte original dit explicitement : « *Ce qu'est un prisonnier, ce que signifie laisser disposer de son corps, on ne le sait qu'après la première fouille à la Loubianka. Dès lors je ne fus plus un être normal* » etc.

(9) F. p.37.

Pourquoi, de même, la suppression d'un long passage concernant les départs aux interrogatoires, les retours difficiles ou l'absurdité des condamnations ? (selon le texte original, le simple fait d'être employée comme cuisinière dans une ambassade étrangère suffisait pour être arrêtée comme espionne (10).

Le rapprochement explicite des staliniens et des nazis est fait au moins une fois par Mme Buber-Neumann. Les sbires du NKVD venant arrêter des femmes de communistes allemands dans l'hôtel Lux, celles-ci se regroupent et entonnent spontanément l'anti-nazi « *Chant des marais* ». Ce passage aussi a été gommé (11).

Même des images d'importance mineure, mais peu glorieuses pour les communistes allemands sont supprimées. C'est ainsi qu'on en voit, dans l'édition originale, qui poussent des cris terribles... parce qu'un rat passe dans leur cellule !

Enfin, on cherchera en vain dans l'édition Seewald certains passages qui relativisent l'opposition habituelle et par ailleurs manichéenne, entre nazis et communistes, comme celui où des révolutionnaires allemands et autrichiens s'adressent à l'ambassade nazie pour lui demander protection. Passage pourtant important, puisqu'il signifie que leur sort serait à leurs yeux préférable sous Hitler que sous Staline, et qu'en plus, ils montraient une moindre solidité morale. « *Les nazis - lit-on dans l'original - leur donnèrent asile dans une maison de consulat et, sous la protection d'un employé de l'ambassade d'Allemagne, ils furent conduits en auto à « l'otdiel vis i registrazii » pour s'occuper de leur départ de Russie soviétique* » (12).

Un autre passage illustrant le même thème est également supprimé un peu plus loin. On y indique qu'une prisonnière est sor-

(10) F.47, O.-.39, S. p.37 mais voir aussi F.89, O. p.68, S.76.

(11) F. p.16, S. p.15, O. p.17.

(12) F. p.19.

tie d'URSS après s'être adressée à l'ambassade d'Allemagne et qu'« elle ne fut pas arrêtée en arrivant là-bas » (13).

On peut penser que la comparaison entre le texte original de la deuxième partie d'*Als gefangene* ... (celle sur Ravensbrück) et la dernière édition ne manquerait pas non plus d'intérêt. Si, comme on le chuchote, les éditions du Seuil envisagent sa traduction, elles devront prendre garde à la possibilité de modifications tempérant le tableau du stalinisme brossé originalement par Mme Buber-Neumann.

Nous leur en signalons une seule, en passant, mais particulièrement frappante : à peine libérée de Ravensbrück, Margarete Buber-Neumann s'exclame : « J'envisageais avec joie le risque d'être tuée par les Américains plutôt que d'être faite prisonnière par les Russes » (14).

L'éditeur allemand a préféré faire l'impasse sur une manifestation aussi choquante d'« anticommunisme primaire » !

Pierre RIGOULOT

(13) F. p. 71.

(14) Passage supprimé en S. p. 382.

## Les œuvres de Margarete Buber-Neumann

– *Als Gefangene bei Stalin und Hitler*, Verlag der Zwölf, München 1948.

• Rééditions allemandes en 1952, 1958, 1962, 1968, 1979, 1985.

• Traduction française partielle : *Déportée en Sibérie*, Editions du Seuil 1949, réédition en 1985.

• Diverses traductions (anglais, norvégien, danois, japonais, arabe, serbe, birman, hébreux, thèque...).

– *Von Potsdam nach Moskau* (1957, pas de traduction française).

– *Kafkas Freundin Milena* (1963, traduction française : *Milena* Ed. du Seuil 1985).

– *Kriegshauptplätze der Weltrevolution*, Seewald, Stuttgart 1967 (trad. française : *La révolution mondiale* Casterman, 1971).

– *Der Kommunistische Untergrund*, 1970 (Pas de trad. française).

– *Die erloschene Flamme Schicksale meiner Zeit*, 1976 (pas de trad. française).

– *Freiheit, du bist wieder mein!* 1978 (pas de trad. française).

## Le nouveau président du P.C. sud-africain : Joe Slovo

Avec une certaine solennité, où il entre de la provocation, le Parti communiste sud-africain (P.C.S.A.) a fait savoir qu'il s'était donné un nouveau président : Joe Slovo. *The African Communist* (N° 106, 3<sup>e</sup> Trim. 1986) a d'ailleurs souligné la rareté de l'événement, le P.C.S.A. n'ayant eu jusqu'à présent que trois présidents : W.H. Andrews, de 1939 à 1949 ; J.B. Marks, de 1953 à sa mort en 1972 ; Dr Yusuf M. Dadoo, de 1972 à sa mort également en 1983. L'organe officiel du P.C.S.A. (publié à Londres) a aussi souligné que le président du parti, loin de n'avoir qu'un rôle décoratif, prenait une large part dans la définition de la po-

litique du parti et dans sa direction politique. Enfin, il essayait d'estomper la singularité que peut présenter la désignation d'un blanc à la présidence du Parti en rappelant que, si le secrétaire général du Parti est un Africain (lisez un Africain noir) : Moses Kotanne de 1938 à 1978 et Moses Mabhida de 1978 à 1986, les présidents, à l'exception de Marks, appartenaient aux minorités raciales (Andrews, Britannique et Dadoo, Indien).

La provocation cependant est ailleurs : elle est dans le fait que Joe Slovo passe non seulement pour être un agent du K.G.B., mais pour avoir le grade de colonel dans ce corps aussi spécial que célèbre. La révélation

en aurait été faite à la police sud-africaine par un officier du K.G.B. qu'elle arrêta en 1980 pour action d'espionnage. Même si l'on doit n'accepter cette révélation qu'avec les plus extrêmes réserves, ceux qui ont pris la décision de faire de Joe Slovo la figure de proue du P.C.S.A. n'ont pas pu ne pas tenir compte de cette réputation et l'on peut se demander s'ils n'ont pas voulu mettre ainsi la dernière touche au portrait du Parti communiste sud-africain, l'un des plus inconditionnellement fidèles à l'Union Soviétique qui aient jamais existés.

\*\*

Agé aujourd'hui de soixante ans, Joe Slovo naquit en Lituanie – laquelle alors formait un Etat indépendant. Il avait neuf ans quand ses parents s'installèrent en Union Sud-Africaine, où il fit ses études primaires, puis choisit une profession.

Il avait 16 ans quand il « entra en politique », à l'occasion d'une grève dans la maison de commerce où il était employé à Johannesburg, grève dirigée par le Syndicat national des Travailleurs du commerce dont il était membre et délégué. C'est à ce moment qu'il aurait compris, selon sa biographie officielle, qu'on ne pouvait rien changer à la société blanche – au régime capitaliste – si l'on ne s'appuyait pas sur la majorité noire.

On était alors en pleine guerre. Joe Slovo s'engagea dans l'armée sud-africaine et se retrouva finalement en Italie, avec la 6<sup>e</sup> Division cuirassée. Il y aurait eu connaissance de l'action des partisans italiens animés par le P.C.I. clandestin et cela aussi aurait joué un rôle dans la formation de sa pensée politique.

Démobilisé à la fin de la guerre, sans formation professionnelle, Slovo, qui a vingt ans, se sert de sa prime de démobilisation pour s'inscrire à la faculté de droit de l'Université de Witwatersrand, dont il sort diplômé en 1950. Tout en poursuivant ses études, il milite d'abord dans la Ligue des Jeunesses communistes, puis au Parti. En

1949, il épouse une militante communiste, Ruth First.

Slovo était membre du Comité de district du Parti à Johannesburg quand fut édicté l'acte d'interdiction du Parti communiste (*Suppression of communism Act*). Il aurait été de ceux qui protestèrent contre la décision de dissolution que prit alors la direction du Parti communiste d'Afrique du Sud, et avec d'autres qui, comme lui, s'opposaient à cette dissolution, il participa à la fondation du Parti communiste sud-africain, nouvelle appellation du parti.

Tout en participant à l'action du P.C.S.A. clandestin, il poursuivait sa carrière d'avocat — qui prit un caractère de plus en plus politique puisqu'il en consacrait une bonne part à la défense des militants. Il fut en 1962 l'un des conseillers de Nelson Mandela lors du premier de ses deux grands procès.

Slovo est entré au Comité central du P.C.S.A. en 1954. A cette date, il appartenait déjà à l'A.N.C., comme la plupart des communistes (bien que son biographe ne le mentionne pas) et sans doute aussi au Congrès des démocrates, créé en 1953 avec l'aide de l'A.N.C., et qui n'était guère autre chose que la structure légale — réservée aux blancs — du P.C.S.A. : son président était le communiste Abram Fisher. Il est possible qu'à l'un de ces deux titres, membre de l'A.N.C. ou membre du Congrès des démocrates, (mais bien entendu, si ce fut le cas, pour le compte du Parti), il ait pris une part déterminante au « Congrès du Peuple » du 26 juin 1955 à Kleptown, près de Johannesburg. D'aucuns lui attribuent même la rédaction de la charte de la liberté. En tout cas, en 1961, quand le P.C.A.S., clandestin depuis 1950, et l'A.N.C., qui l'avait rejoint dans la clandestinité après son interdiction (1960), commencèrent à utiliser le sabotage et les attaques du style de la guérilla contre l'Etat blanc, Slovo fut de ceux qui, venus des deux organisations, fondèrent l'*Umkhonto we Sizwe* (le fer de lance de la nation), l'organisation de résis-

tance armée et la force révolutionnaire du mouvement de libération.

A ce moment-là, il dissimulait encore son action clandestine sous une activité légale puisque, comme on l'a vu, il fut en 1962 l'un des avocats de Mandela lors de son procès. Mais en 1963, le Parti lui demanda de quitter l'Afrique du Sud pour poursuivre son travail d'organisation et de développement de la lutte armée en liaison avec l'A.N.C. Depuis lors, il a vécu hors d'Afrique du Sud, au Mozambique, en Zambie, en Tanzanie et ailleurs.

Membre également du Conseil révolutionnaire de l'A.N.C. depuis 1964, il a été choisi comme chef d'état-major de l'*Umkhonto we Sizwe* parce qu'il unit les capacités du théoricien à celles de l'homme d'action. En 1985, il fut élu au Comité national de l'A.N.C. Il était le premier blanc à accéder à un tel poste.

Son biographe officiel assure que, depuis ces dernières années, Joe Slovo est reconnu comme le dirigeant du Parti qui prononce la plupart des discours les plus importants ; de même pour ses écrits. Ecrire ne lui est pas naturel, ou facile, et il a relativement peu écrit dans un mouvement où il y a plutôt surabondance d'écrivains. Mais il est certainement devenu le meilleur de ceux qui écrivent sur la stratégie politique et militaire, celui qui a lancé bien des thèses décisives qui définissent la stratégie et la tactique de l'ensemble de la révolution sud-africaine.

Ses écrits et ses discours ont eu, ce qui est particulièrement important, une grande influence sur le comportement et la pensée de toute une génération de combattants non-communistes, membres de l'*Umkhonto* ou révolutionnaires des « township ». Ils sont — ces écrits — le ciment de l'alliance entre le Parti communiste et le mouvement de libération.

Choix singulier assurément, mais significatif, que celui d'un homme qui n'est même pas né dans le pays pour conduire un mouvement d'émancipation qui

prétend s'appuyer sur des valeurs profondément autochtones.

C.H.  
D'après *The African Communist*, 1986/3.

## Nucléaire : les « pirates » de Kalinine

Dans l'industrie nucléaire soviétique, la pénurie des pièces détachées est telle que les employés des centrales nucléaires volent les matériaux qui leur sont nécessaires dans les chantiers des tranches en construction pour pouvoir réparer les réacteurs en fonctionnement. Cette pénurie, que nous révélions dans nos précédents articles consacrés à la catastrophe de Tchernobyl, est confirmée par un article du journal *Stroïtelnaïa Gazeta* (le « journal de la construction »), daté du 28 mars dernier. Il expose les difficultés rencontrées par les constructeurs de la seconde tranche (1 000 mégawatts) de la centrale nucléaire de Kalinine :

« Comme des pirates, les techniciens ont pris pendant la nuit l'équipement qui nous avait été envoyé pour être installé et s'en sont servi pour réparer le réacteur de la première tranche », explique le chef d'équipe A. Chiriaïev au journaliste V. Ovtchinnikov.

Il poursuit : « Nous comprenons que ces actions ont été justifiées par un besoin urgent. Mais pourquoi les pièces volées n'ont-elles pas été remplacées ? »

En l'espace de deux mois, du 10 février au 8 avril (l'accident de Tchernobyl a eu lieu le 26 avril) la presse soviétique locale et spécialisée a rapporté des difficultés de construction dans les nouvelles tranches des centrales de Kalinine, de Crimée, de Baladovo, de Rostov-na-Donou et de Tchernobyl.

Parmi les insuffisances citées, le manque de matériaux vient en premier lieu. Or les tranches en construction sont prioritaires pour les livraisons. L'article de *Stroïtelnaïa Gazeta* confirme que les responsables des réacteurs en fonctionnement doivent recourir au bricolage et au système D pour réparer leurs unités.

P.L.



# le point de vue d'Est & Ouest

## LES COMMUNISTES HOSTILES À UN STATUT LÉGAL DES PARTIS POLITIQUES

Les déclarations de Mme Bouchardeau à *la Croix*, le 14 août, sur les ressources des partis ont fait reparaitre une idée déjà débattue à diverses reprises : est-ce que — parce que ce serait plus clair, parce que ce serait plus honnête, parce que cela ne permettrait plus à des pamphlétaires de bas étage, plus soucieux de publicité personnelle et de gros tirages que la moralité civique, de jeter la suspicion sur n'importe qui — est-ce qu'il ne serait pas préférable d'assurer le financement des partis à l'aide de fonds publics, inscrits régulièrement à l'un des chapitres du budget de l'Etat (celui de l'Intérieur ?) et répartis en fonction de critères précis, conférant au partage un caractère aussi automatique que possible ?

Les communistes ont réagi aussitôt, et ils ont réagi « négativement » (pour user de leur vocabulaire). Ils ont fait valoir notamment que les contribuables français n'étaient pas très disposés à payer l'impôt pour financer des partis dont ils ne partagent pas les idées (voir *l'Humanité* des 1<sup>er</sup> et 15 août).

Ils avaient réagi tout aussi « négativement » il y a douze ans, quand le Président de la République d'alors, M. Giscard d'Estaing, le 25 juillet 1974, s'était prononcé en faveur du financement public des partis (déclaration renouvelée le 14 juin 1978) et quand M. Raymond Barre, Premier Ministre, avait déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale un projet de loi « *relatif au financement public des partis* » (1). Le président de la Commission centrale de Contrôle financier du PCF, Armand Guillemot, devait d'ailleurs reprendre et condenser les arguments du Parti lors de son intervention au XXIII<sup>e</sup> Congrès, en mai 1979 : « *Le but de Giscard d'Estaing, disait-il, n'est pas de s'en prendre au financement clandestin de certains partis, mais de porter atteinte à l'indépendance des partis politiques, de tenter de les intégrer dans le système* ».

Ce que les communistes redoutaient dans cette affaire, ce n'est pas que leur parti reçût, comme d'autres, des fonds d'Etat, des subsides d'un Etat capitaliste qu'il se promettait de mettre à mal. Les scrupules de ce genre sont

d'un autre âge. Au contraire, Guillemot déclarait crûment que son parti était prêt à recevoir de ces fonds-là, mais sous une autre forme et d'une façon, si l'on peut dire, indirecte.

Ce qui gênait le Parti, c'est ce que Guillemot n'avait signalé que d'un mot, mais qui va loin : *intégration*. Le financement public des partis allait faire d'eux des rouages constitutionnels, des organes très précisément définis du pouvoir politique, des organismes qui ne seraient plus seulement, comme c'est le cas aujourd'hui, des associations de fait ou des associations de droit, mais que rien juridiquement ne distingue des dizaines et des dizaines d'associations constituées en vertu de la loi de 1901, et qui demeurent des groupements privés : ils allaient devenir des organismes publics. Leur financement public entraînait leur reconnaissance légale, et cette reconnaissance, une définition précise par la loi de ce qu'est un parti, la description au moins sommaire par la loi de ce que doit être leur fonctionnement. Bref, financement public des partis égale statut officiel — légal, peut-être même constitutionnel — de ces partis.

Sans cela, on nagerait en plein arbitraire. A qui irait la manne de l'Etat ? Qui en désignerait les bénéficiaires ?

\*  
\*\*

De prime abord, on pourrait s'étonner que le Parti communiste soit hostile à l'idée d'un statut du parti.

Cette réaction d'hostilité serait naturelle de la part des groupements de la droite, du centre, y compris du centre gauche, qui ont toujours été réfractaires à l'idée de parti, à l'idée d'une organisation politique aux contours bien définis et imposant à ses membres, élus y compris, élus surtout, une stricte discipline. Même aujourd'hui que le RPR, l'UDF, le PR s'efforcent de se donner une structure partisane, on sent bien que leurs élus, leurs partisans même le font sans plaisir, qu'ils forcent leur talent. Ils ne s'y résignent que pour surmonter le handicap défavorable dont souffrent les « inorganisés » par rapport à ceux qui ont accepté le fait de l'organisation qui limite les libertés, mais décuple les forces. Leurs électeurs y réchignent d'ailleurs encore plus qu'eux : d'où la persistance, malgré tout, de ces « *divers droite* » (les « *divers gauche* » ont moins bien résisté, sans disparaître tout à fait) qui posent tant de problèmes aux commentateurs et aux statisticiens le soir des élections générales, mais dont l'existence exprime le refus de l'enregistrement, qui est l'une des caractéristiques du tempérament national.

En fait, doter les partis d'un statut légal irait dans le droit fil non de la pensée libérale, mais, tout au contraire, de la pensée constante

(1) *La Documentation française* a publié un numéro spécial de sa revue « *Problèmes politiques et sociaux* » (N° 577, 10-1-1986) sur « *Le Financement public des partis et la réglementation de leurs ressources et dépenses* ».

du socialisme. Ce n'est certainement pas par hasard que Guy Mollet fut l'un de ceux qui insistèrent pour que figurât, dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République, cet article 4 qui porte reconnaissance des partis et groupements politiques.

Pourquoi alors cette opposition irréductible des communistes à l'établissement d'un statut légal des partis ? Tout simplement parce que ce statut légal comporterait un certain nombre de règles, d'obligations et d'exigences auxquelles un parti communiste ne pourrait se soumettre sans se condamner à disparaître.

Obligation d'abord d'accepter un *contrôle* de l'utilisation des fonds alloués. Il ne saurait y avoir de versement aveugle de fonds publics. On doit savoir où va l'argent des contribuables, et donc en contrôler l'emploi. Armand Guillemot, plus haut cité, jouait les braves en disant que le Parti communiste ne craignait pas le contrôle de ses ressources, qu'au contraire « depuis plus de trente ans » il réclamait « en vain la constitution d'une commission parlementaire d'enquête élue à la proportionnelle sur les finances des partis et des organismes d'information ». Mais il y a loin d'une proposition qu'on fait pour la galerie, parce qu'on sait bien qu'elle ne sera jamais acceptée, à la perspective d'avoir à rendre vraiment des comptes à une commission, « seule habilitée à vérifier sur pièces l'utilisation des fonds par les partis » et comprenant un président de chambre et deux conseillers maîtres de la Cour des Comptes, comme le prévoyait le projet de 1979. Si vraiment le PCF avait été prêt à ce contrôle, il n'aurait pas mis comme condition que les autres partis en fissent autant : il aurait accepté la vérification unilatérale de ses ressources, à la seule condition qu'elle fût réalisée par les soins d'une Commission dont la neutralité, l'honnêteté et la compétence ne sauraient être contestées.

Faut-il ajouter que l'article 5 du même projet stipulait que les partis ne pourraient « recevoir directement ou indirectement de subventions d'un Etat ou d'une organisation étrangère ? » Cette disposition constituait une atteinte directe au principe de « l'internationalisme prolétarien ». Et l'on sait que les communistes sont fort attachés aux principes.

\*  
\*\*

Une autre obligation ne pourrait manquer de figurer dans un statut légal des partis et celle-ci serait vraiment mortelle pour un parti communiste.

L'article de la Constitution en contient l'esquisse : « Ils (les partis et groupements politiques) doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie ».

Souveraineté nationale : voilà qui convenait mal à un parti qui, malgré le changement de titre, reste une « section » de l'Internatio-

nale communiste, qui n'a répudié que du bout des lèvres sa « *fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique* » et qui demeure, tel que l'a défini Léon Blum, « *un parti nationaliste étranger* ».

Démocratie : l'exigence est plus redoutable encore, car, sur ce point, il serait plus difficile de tricher. En dépit de tous les camouflages verbaux auxquels les communistes se sont livrés, le centralisme démocratique, la quasi-totalité des pratiques qui en dérivent sont parfaitement incompatibles avec ce qui constitue en démocratie libérale un fonctionnement démocratique (2).

On pourrait s'attendre à ce que le statut légal des partis développe et concrétise ces principes, sans doute à la manière de l'article 21 de la loi fondamentale allemande du 23 mai 1949 :

« 1.-Les partis coopèrent à la formation de la volonté politique du peuple. Leur fondation est libre. Leur organisation interne doit répondre aux principes démocratiques. Ils doivent rendre compte publiquement de la provenance de leurs ressources.

2.-Les partis qui, d'après leurs buts ou d'après l'attitude de leurs adhérents, cherchent à porter atteinte à l'ordre fondamental libre et démocratique, à le renverser ou à compromettre l'existence de la République fédérale d'Allemagne, sont inconstitutionnels. Le Tribunal constitutionnel fédéral statue sur la question de l'inconstitutionnalité ».

Les communistes n'avaient pas besoin de ce précédent pour s'opposer à ce qu'on imposât un fonctionnement démocratique à leur parti. C'en serait fini du « *parti de type nouveau* » qu'avait conçu Lénine, un parti monolithique, uni « *comme une seule coulée d'acier* », soumis à « *une discipline de type militaire* », instrument indispensable de la révolution telle que peut la concevoir un parti qui sait que ses forces propres, authentiquement siennes, ne représenteront jamais qu'une minorité dans un pays, et infime.

Au temps où M. Marchais émerveillait les gogos de la presse et de la politique en rejetant le parti unique, la dictature du prolétariat et en se déclarant pour le fonctionnement démocratique du pouvoir et de la société, en particulier pour le respect des droits des minorités, y compris leur droit d'expression, il n'oubliait pas de préciser qu'il n'était nullement question d'introduire dans le fonctionnement du Parti les règles qu'il promettait de suivre dans le gouvernement de la société.

Est & Ouest

(2) Profitons de la circonstance pour rectifier une erreur qui s'était glissée dans l'article d'Est & Ouest, n° 14, janvier 1985 : « Une allusion peu connue au PCF dans la constitution de la V<sup>e</sup> République ». Ce ne fut pas à l'instigation de Roger Duchet, mais à celle de Robert Bruyneel, député indépendant, membre du Comité consultatif constitutionnel, que fut introduite la dernière phrase de l'article 4 sur le respect des principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

# notes et informations

## Les socialistes ont peur de perdre leur rêve

Notre excellent ami Léo Moulin, dont l'immense érudition et le parfait bon sens nous rendent si précieux les critiques, les réflexions et les conseils, nous propose une addition à la série des raisons que nous avons tenté de donner à l'impuissance qu'ont montrée les socialistes français depuis deux tiers de siècle à réviser leur doctrine (voir *Est & Ouest* : « *Vers une révision doctrinale : le Parti socialiste, les pays « socialistes » et le collectivisme* », n° 32, juillet-août 1986, pp. 25-27).

Il nous écrit :

« Parmi les raisons que vous indiquez pour expliquer l'inertie doctrinale des partis socialistes : refus (ou incapacité ?) d'une analyse sérieuse de ce qui oppose le socialisme au communisme, peur du « *qu'en dira-t-on communiste* », irréalisme utopique du socialisme, je citerais volontiers l'appréhension, confuse, inconsciente, mais très réelle, de voir s'effondrer le beau rêve millénaire, si l'on y touche si peu que ce soit. Ou de le voir réduit à la fonction - très vieille - de rêve inabordable ou irréalisable, fût-ce à long terme. « *Le pain, la paix, la liberté* » ? Qui n'en a pas rêvé ? L'humanité nourrit cette nostalgie depuis des millénaires, d'Hésiode à Campanella, de Thomas More à Marx et au delà. Mais si l'on réduit le socialisme à cette aspiration éternelle, sa spécificité se dissout dans le grand courant de l'histoire. Si, au contraire, on identifie le socialisme avec les moyens de le réaliser qu'il avait proposé au siècle der-

nier, comme ces moyens ont fait faillite, il cesse d'être, d'avoir sa raison d'être. On comprend l'angoisse des militant à remettre en question ce qui est, à toujours, l'alpha et l'oméga de « *l'idée socialiste* ». D'où leur refus de critiquer la réflexion doctrinale d'un Henri de Man et d'une Jeanne Hersch. Et, auparavant, d'un Bernstein. Rocard aura t-il le courage d'aller jusqu'au bout ? J'en doute. Et s'il le fait, sera-t-il suivi ? »

Léo Moulin a évidemment raison : le rêve tient une part prépondérante dans la pensée socialiste : « *La société dont nous rêvons* », disait Jaurès. Raison, aussi, quand il suggère que tout a été dit déjà, dans le mouvement socialiste lui-même, sur la nature véritable de l'idée socialiste, ses insuffisances, les périls qu'elle porte en elle à l'insu des siens, ce qu'on pourrait cependant tirer d'elle pour le bien des hommes si l'on savait la considérer d'un œil critique. Aux noms qu'il a cités, Bernstein, le grand de Man, Jeanne Hersch, on pourrait en ajouter des dizaines d'autres, moins grands sans doute, mais eux aussi dignes de mémoire. Hélas ! Les socialistes ont refusé de les entendre. Ils ont fait silence autour d'eux. Heureux encore quand ils se sont contentés de les étouffer dans le silence. Ce fut le plus souvent l'injure, la calomnie, l'odieuse accusation de trahison, l'ostracisme. Et souvent les historiens ont dédaigné d'aller voir d'un peu près ce qu'avaient bien voulu dire et faire ceux dont les dévots du socialisme ne parlent pas plus que d'autres dévots ne parlent du diable, ou dont ils ne parlent qu'en se signant.

Quant à Rocard, il est bien vrai qu'il faut considérer comme audacieux de sa part les propos (très banals pour tous les familiers du

« *révisionisme socialiste* ») qu'il confiait au *Monde* le 10 février 1979 :

« Parmi les priorités qui devraient être celles d'un gouvernement de gauche, il y a les mesures de redistribution sociale, de justice et d'égalité... encore faut-il accepter l'idée que cette redistribution (l'augmentation des bas salaires, l'amélioration de la condition des personnes âgées, des familles...) ne peut se faire qu'au fur et à mesure que les instruments économiques permettent de l'assurer ».

« Ce n'est pas une simple évidence et je voudrais y insister un peu. *La pensée socialiste a, traditionnellement, accordé une place importante aux problèmes de redistribution et fourni des réponses riches et précises*. En revanche, elle est moins familiarisée avec l'idée de produire... ».

Il y avait là, assurément, l'amorce d'une analyse sinon originale, du moins féconde, une tentative pour sortir le parti socialiste des sentiers battus. Mais c'était au temps où les ambitions présidentielles de Rocard, parfaitement légitimes, lui commandaient de distinguer, de mettre en évidence ses différences par rapport au « gros » du socialisme. Les mêmes ambitions, tout aussi légitimes, ne risquent-elles pas de lui conseiller aujourd'hui, tout au contraire, de faire corps avec cette masse du parti qui ne vit qu'en persévérant dans le rêve ?

C.H.

## Précisions sur le nombre de détenus en URSS

Peu après son passage à l'Ouest, le 17 février dernier, A. Chtcharanski estimait le nombre des personnes privées de liberté en URSS à 13 millions - chiffre que nous nous expliquons mal (*Est & Ouest* n° 28). Grâce à Julia Wichnevsky, spécialiste des problèmes de répression en URSS et à son article sur « *les estimations de Chtcharanski du nombre de prisonniers* »

politiques en URSS » (*Radio-Liberty Research bulletin*, 13 mai 1986), nous pouvons être aujourd'hui plus précis. Selon le dissident soviétique, c'est bien le chiffre de 13 millions qu'il faut retenir. Ce chiffre se décompose ainsi : 5 millions de personnes actuellement dans les camps (les estimations que nous avons relevées variaient de 1 à 9 millions). Il faut y ajouter 2 millions de personnes arrêtées, mais non encore jugées. Il y a, enfin, 6 millions de « chimistes » (*khimiki*). Qui sont-ils ? Des gens dont la sentence consiste en l'obligation d'aller travailler partout où on le leur dira — qu'ils le veulent ou non. Leur nom de « chimistes » dérive de l'utilisation importante de ces travailleurs au cours de la mise sur pied à grande échelle, sous Brejnev d'une industrie d'engrais chimiques en URSS.

Leur sort, souligne Julia Wichnewski, est plus dur que celui des condamnés à « l'exil intérieur », qui peuvent choisir le lieu de leur exil (hormis, bien sûr, un certain nombre de zones interdites !).

### Fidel Castro imite Moscou

Gorbatchev a déclaré la guerre à la corruption. Castro est en train de faire la même chose. Gorbatchev a dénoncé l'indiscipline et l'absentéisme. Castro le fait à son tour. La seule différence tient à la couleur locale : Gorbatchev le fait à la manière soviétique, Castro à la manière cubaine.

Premier exemple : Castro ne stigmatise pas la corruption de sa « Nomenklatura » ni de son appareil, source de ce mal, il ne voit de corruption que chez les non-communistes, comme il l'a expliqué dans un discours prononcé en juin dernier : « *Il existe des milliers de petits agriculteurs qui sont devenus riches. Il existe des milliers de propriétaires de camions qui sont devenus riches. Il existe des dizaines de milliers de gens riches dans ce pays. Quelles en sont les conséquences ? Ils veulent soudoyer tout le monde ;*

*ils veulent corrompre tout le monde* ». (*International Herald Tribune*, 12 août 1986).

Second exemple : l'absentéisme, problème très sérieux, selon Castro. Il a cité à ce propos, dans son discours, une nouvelle usine de textile de Santiago où l'absentéisme des ouvriers atteint 25 %, puis a enchaîné : « *Nous n'avons pas assez appris au peuple que le premier devoir d'un révolutionnaire et du socialisme, c'est de travailler dur et de produire, avec responsabilité et discipline. Cette usine a demandé 21 ans pour être construite et elle n'est pas encore terminée, mais le toit est déjà plein de trous... Nous ne sommes pas capables de rendre nos usines productives une fois terminées. Nous sommes incapables de pratiquer la discipline du travail* ».

### Trois ans de démocratie à la Grenade

Le 25 octobre, il y aura trois ans que les troupes U.S. et celles des petits Etats voisins ont débarqué à la Grenade pour mettre à bas le régime du plus petit pays marxiste-léniniste du monde (environ 100 000 habitants). La propagande communiste, anti-américaine ou non-alignée, avait à l'époque protesté avec force : c'était la première fois qu'un régime communiste disparaissait définitivement d'un territoire. Depuis lors, cette propagande est restée sans effet, d'autant que l'« occupant » américain a quitté le pays depuis fort longtemps.

Aujourd'hui, le bilan, tant politique qu'économique de l'opération, se révèle satisfaisant. Bilan politique : des élections libres ont eu lieu là-bas le plus normalement possible et même les partisans du mouvement marxiste-léniniste « *New Jewel* » peuvent ouvertement se faire entendre. Ainsi, sur cinq hebdomadaires paraissant à la Grenade, l'un soutient le parti de l'actuel premier ministre, Herbert A. Blaize ; un autre est le porte-parole de l'ex-premier ministre, Sir Eric Gairy ; un autre encore défend la ligne « révolutionnaire » du *New Jewel*. Les libertés fondamentales sont de nouveau

strictement respectées et plusieurs dizaines de citoyens de cet Etat, exilés politiques à New York ou à Londres, sont rentrés et nul ne se trouve plus contraint à l'émigration pour des raisons politiques.

Sur le plan économique, la croissance s'est élevée, l'année dernière, à 3 % et cette année, elle devrait atteindre 4 %, alors que la stagnation et le déclin régnaient au temps du « socialisme réel ». Le taux de chômage est descendu de 35 % à 25 % de la population active. Quant au tourisme, source importante de devises, il a attiré, en 1985, 51 900 visiteurs, contre 32 900 au cours de la dernière année du « pouvoir démocratique ». Des crédits sont venus des Etats-Unis, de la Banque mondiale, ainsi que de plusieurs pays d'Europe occidentale, et même de la Communauté européenne en tant que telle : elle finance la restauration de la Bibliothèque nationale.

### Espagne : échec communiste aux élections législatives

Aux élections de 1982, le PC espagnol se présenta en une seule formation et recueillit 3,9 % des suffrages exprimés (et quatre députés). Aux élections de juin dernier, les communistes espagnols se sont présentés en ordre dispersé : il y avait une liste de la gauche unie, qui groupait deux partis communistes, mais aussi des dissidents socialistes de gauche et des écologistes. La première liste a obtenu 930 000 voix (4,7 % des suffrages) et sept députés. Parmi ceux-ci, figurent Gerardo Iglesias, secrétaire général du PC « officiel », élu à Madrid et Ignacio Gallego, secrétaire général du PCPE (pro-soviétique inconditionnel), élu à Malaga. Le troisième groupement communiste, « *Unité communiste* », dirigé par Santiago Carillo, ex-secrétaire général du PC, qui a préféré se présenter sous sa propre bannière, n'a obtenu que 230 000 voix et 1,1 % de suffrages, et aucun élu. Santiago Ca-

rillo lui-même a perdu son siège de député, qu'il détenait sans interruption depuis la démocratisation de l'Espagne.

## L'URSS et l'internationale socialiste

La presse occidentale a très chichement rendu compte du récent congrès de l'Internationale socialiste, tenu à Lima à la fin du mois de juin. Encore l'a-t-elle souvent fait indirectement, à propos de la révolte des prisonniers du Sentier Lumineux et de la répression qui a suivi.

Les Soviétiques, eux, y ont prêté au contraire une grande attention, la respectabilité de cette grande organisation, présente dans une cinquantaine de pays, sa dérive tiers-mondiste, neutraliste et pacifiste marquée notamment par l'influence croissante des sociaux-démocrates scandinaves et allemands, et la présidence de Willy Brandt, les « intéressant » au plus haut point.

Dès les 22 juin 1986, le Comité Central du P.C.U.S. adressait un « message » au congrès de l'I.S.

Ce congrès, le 17<sup>e</sup> du nom, leur a donné plusieurs motifs de satisfaction. En premier lieu, il s'est prononcé nettement contre l'IDS. Ensuite un « manifeste » y a été lancé, appelant les USA à se joindre au moratoire de l'URSS sur les essais nucléaires.

Bref, comme aime à le souligner la revue soviétique *Les Temps Nouveaux* (n° 33, 1986), « il est devenu clair que, malgré leurs divergences sur plusieurs dossiers socio-politiques, les approches par le PCUS et l'Internationale socialiste des grands problèmes de la lutte pour la paix et le désarmement sont pratiquement identiques ou convergentes ». Ce fait aurait même, selon la revue, été souligné par Willy Brandt et Carlos Andrés Pérez, le vice-président vénézuélien de l'I.S.

Les efforts des socialistes en faveur d'un développement global et d'un ordre économique mondial stable ont également trouvé grâce aux yeux des Soviétiques. Quant au soutien apporté par l'I.S. aux « patriotes » salvadoriens et au

Nicaragua sandiniste, il les a évidemment remplis d'aise.

Restent, bien sûr, ces quelques « divergences » évoquées plus haut. Soucieux de ne pas s'opposer de front à l'I.S., comme ils l'ont fait longtemps – et avec violence – dans le passé, les Soviétiques les ont minimisées et ne les ont précisées qu'avec la caution de participants au congrès. Ainsi ont-ils mis en avant le discours de J. Paz Zamora (du Mouvement révolutionnaire de Gauche, de Bolivie), qui a appelé le congrès à des mesures « plus concrètes » et « plus opérationnelles » concernant la dette extérieure des pays d'Amérique latine. Le projet de « déclaration de principes », prévu pour remplacer la déclaration de Francfort rédigée en 1951, et jugée trop anticommuniste, n'a finalement pas été soumis au congrès.

Les Soviétiques le regrettent, mais ils se contenteront – ils le reconnaissent ouvertement – des « slogans réformistes traditionnels » de ceux qui souhaitent orienter le mouvement de libération nationale (sans guillemets dans le texte russe) vers la création de « démocraties » (avec guillemets cette fois-ci) de type occidental. Ces slogans ont en effet souvent, en Amérique du Sud notamment, « un caractère anti-impérialiste prononcé ». Les Soviétiques se félicitent de cette « influence des sociaux-démocrates ouest-européens » (entendez belges, hollandais, allemands et scandinaves) qui « met l'Internationale aux prises avec les USA ». N'est-ce pas là l'essentiel pour eux ?

N.B. – Le P.S. français est membre de l'I.S. et Lionel Jospin est l'un de ses vice-présidents. Ses positions, comme celles des partis italien, portugais ou espagnol, s'opposent clairement aux tendances neutralistes de la direction de l'I.S. On peut donc penser que Pierre Mauroy, affirmant dans une interview à la revue soviétique *Temps Nouveaux* (n° 27, 1986) que « rien ne peut être construit en Europe sans convergence entre nos deux pays » – l'URSS et la France –, que « les propositions récentes de l'Union Soviétique vont incontestable-

ment dans le bon sens » et que, « comme tous les hommes épris de paix », il « en apprécie le caractère positif », ne défend là qu'un point de vue strictement personnel.

## Jean Ziegler s'exprime dans la revue de Prague

Le numéro d'août de la *Nouvelle Revue Internationale*, publiée à Prague (mais dirigée par une équipe soviétique et considérée, à juste titre, comme la voix officielle du mouvement communiste international d'obédience strictement soviétique), fait paraître une interview de Jean Ziegler, ex-député au Parlement suisse et présenté comme « une personnalité en vue du Parti socialiste suisse, membre du Bureau de l'Internationale socialiste et professeur à l'Université de Genève et à l'Université de Paris I-Sorbonne ». Cette interview nous apprend, entre autre, que Jean Ziegler est sur le point de publier un livre sur le « Dialogue Est-Ouest », ce qui n'aurait rien de surprenant s'il n'y avait pas ces deux précisions complémentaires : il a écrit ce livre avec un co-auteur, un chercheur soviétique, Y. Popov, et l'éditeur est la maison soviétique « Editions du Progrès », dont le siège est à Moscou.

Dans cette interview, se retrouve l'habituel couplet des compagnons de route communistes : « Je ne suis pas communiste... Je suis social-démocrate... Mais je suis profondément préoccupé par la guerre psychologique qui est menée actuellement par l'administration Reagan contre l'Union soviétique ». Voici, à titre d'échantillon, quelques « opinions » de Jean Ziegler, qui – comme par hasard – coïncident à 100 % avec les positions de Moscou : « L'Internationale socialiste a la chance depuis son XIII<sup>e</sup> congrès de Genève (1976) d'avoir un président remarquable : Willy Brandt... En 1980, l'Internationale socialiste a pour la première fois déclaré sa solidarité avec le gouvernement du Nicaragua... Il faut ressusciter aujourd'hui l'esprit de Helsinki... Les propositions soviétiques (Déclara-

tion Gorbatchev) du 15 janvier 1986 me paraissent raisonnables... L'administration américaine « justifie » sa politique par le fait que le Nicaragua serait un « satellite » de Moscou qui menacerait les frontières sud des Etats-Unis. En réalité, Washington refuse d'accepter que le peuple de ce pays, à l'instar du peuple de Cuba, ait choisi la voie de la libération nationale et de la construction d'un régime socialiste démocratique... ».

## Un journaliste communiste : Dominique Sanchez

« En un sens, nous sommes des privilégiés : pas de clause de conscience qui nous torture, nous écrivons ce que nous pensons, nous soutenons ce que à quoi nous croyons », écrivait dans *l'Humanité* du 21 septembre 1979 Laurent Salini, un des piliers de la maison. Son article s'intitulait : « Notre liberté de journalistes ».

Dominique Sanchez est un journaliste libre. Né en 1955, militant de la Jeunesse communiste, il écrit pour la première fois dans *l'Avant-Garde*, organe du Mouvement de la Jeunesse communiste de France, sous la forme d'une lettre signée « Dominique de Nîmes » et qui s'indigne des paroles d'une chanson d'Eddy Mitchell consacrée à un cadre en chômage ; la lettre est publiée le 8 février 1979 juste en dessous d'une interview du chanteur. Dans le n° 10 du 30 avril, il fait un long compte rendu critique de l'opéra-rock « *Starmania* », composé par Michel Berger et chanté par Diane Dufresne, France Gall et Daniel Balavoine.

A partir du numéro de rentrée (26 novembre), son nom figure dans « l'ours » du journal et Dominique Sanchez signe sous le diminutif sympathique de « Dodo ». Il est chargé de la rubrique des variétés, tâche éminemment idéologique dans le journal d'une organisation politique de jeunes.

Au congrès du M.J.C.F. des 31 janvier - 3 février 1980, il est

élu membre du Bureau national du Mouvement, où il occupe la fonction de secrétaire du nouveau secrétaire général, Pierre Zarka.

Dans *l'A.-G.*, tout au long de l'année 1980, il se distingue par des « papiers » et des billets dans le style vengeur de cette période récente de l'histoire du P.C. : contre Daniel Balavoine (« *Balavoine, baliverne* » (1)), contre Renaud (« *Adieu Renaud... on n'est pas du même camp* » (2)), contre Coluche (« *Coluche candidat : le capitalisme, c'est naturel !* » (3)), etc...

Envoyé spécial à Kaboul en juillet 1980 pour un reportage « objectif », il publie deux longs articles sur l'Afghanistan dans *l'Avant-Garde* des 29 août et 12 septembre. De même que son aîné de *l'Humanité*, Jacques Coubard, s'informe de la situation au siège du Parti démocratique unifié populaire (le P.C. local), de même Dominique Sanchez se renseigne auprès des dirigeants de l'Organisation démocratique de la jeunesse afghane. Le plus sérieusement du monde, il rapporte à ses jeunes lecteurs les « explications » qui lui sont données sur les manifestations de lycéens et d'étudiants, qui, en avril, avaient relayées celles de la population adulte de février : « *Ces manifestations ont été obtenues par les contre-révolutionnaires au prix de pressions incroyables. Tiens par exemple, tu sais que la religion est très forte chez nous et de ce fait les rapports entre garçons et filles ne sont pas comme dans ton pays... Eh bien, pour amener des lycéens à manifester, des filles qui appartenaient à la bourgeoisie afghane sont venues voir des garçons pour leur dire de les suivre. Tu sais, chez nous c'est tellement rare qu'une telle chose se produise que certains ne se sont pas fait prier...* » (4)

On sait qu'au cours de ces « flirts » camouflés en manifestations contre l'occupant soviétique ou de ces manifestations déguil-

sées en « flirts », plusieurs dizaines de jeunes filles de la « *Bourgeoisie contre-révolutionnaire* » entraîneront ainsi avec elles dans la mort plusieurs dizaines de garçons, victimes de leurs incroyables et irrésistibles pressions...

Examen de passage réussi, « *Dodo* » est nommé rédacteur en chef de *l'Avant-Garde* en octobre 1980.

Après mai 1981, il prospecte les vedettes de la chanson et présente, chaque année, le P.C. au festival de Bourges, aux côtés de Lucien Marest, responsable officieux du P.C. à la culture, et des critiques de *l'Humanité*.

En mars 1984, le congrès du M.J.C.F. le réélit au Bureau national où il est chargé, cette fois, du secteur culturel du Mouvement.

Début 1984, sans complexe, il prend contact avec Renaud, le chanteur anarchiste et antimilitariste sur lequel il s'était fait les griffes. Sanchez et Renaud deviennent inséparables : « *Les cocos, ça fait partie de ma famille* » (5). Responsable culturel de la délégation française au Festival mondial de la Jeunesse à Moscou en été 1985 (27 juillet - 3 août), « *Dodo* » y entraîne son ami Renaud, et il le pilote de la star du rock officiel soviétique, Alla Pougatcheva, aux journalistes de la *Komsomolskaia Pravda*.

En septembre 1985, le Conseil national de la Jeunesse communiste libère Dominique Sanchez de ses fonctions : « *trop A.-G.* » (sic), il quitte la Jeunesse communiste pour rejoindre l'équipe de l'hebdomadaire politique et culturel du parti, *Révolution*.

Militant et journaliste exemplaire, bâton de maréchal dans sa besace, Dominique Sanchez ne fait pas partie des quatre rédacteurs de « *Révo* » qui ont signé la pétition des 3 000 « *renouveaux* » du P.C.

Guy BARBIER

(1) *Avant-Garde* du 8.4.

(2) N° du 1.5.

(3) N° du 12.11.

(4) *Avant-Garde* du 12.9.1980.

(5) Renaud, interview à *Rock and folk* de décembre 1985.



# livres

## « LE PLUS GRAND PARTI DE FRANCE »

**V**era Belmont et Alphonse Boudard, Roland Castro et Claire Etcherelli, François Furet et Régis Debray, Jean-François Kahn et Lucien Barnier, Serge July et Charles Denner, Marguerite Duras et Gilbert Trigano, Lucien Israël et Gaston Monnerville, Madeleine Rebérioux et Jacques Derogy, Gilles Martinet et Max Gallo « en étaient » : comme on l'a souvent dit, les ex-membres du P.C.F. constituent « *le plus grand parti de France* ». Et ils étaient déjà si nombreux à y entrer et... à en sortir que, dans les années 30, Pierre Semard estimait que le PC était « *une maison de passe* ».

En tout, écrit Jean-Pierre Gaudard, « *de 1947 à 1985, il y eut au moins un million de personnes qui sont entrées, puis sorties du PC - dont 500 000 depuis 10 ans* » (1).

Compte tenu de la mortalité, « *nous sommes donc en droit de penser que les anciens communistes représentent environ... un million de personnes* ». Mais en quoi sont-ils intéressants, ces « ex », pour l'observateur du monde communiste ? Ne risquent-ils pas de tenir sur leur « ancienne maison » un discours que faussent l'amertume et l'agressivité ou - au contraire - les justifications *a posteriori* ? Chacun ne reconstruit-il pas « son » parti en fonction de sa propre histoire ? Les cas évoqués, de Garaudy à Fiszbín en passant par London et Rayski, sont frappants à cet égard. Il y a aussi ceux qui regrettent la chaleur des réunions, la camaraderie entre militants, le lyrisme des grandes manifestations, etc... « *C'est dur d'être exclu* », soupire encore Madeleine Rebérioux, selon Gaudard. Et Lucien Barnier écrivait qu'il « *crevait de nostalgie* » ! Le tort du titre - qu'on nous dit avoir été imposé par l'éditeur - est de faire croire que tous ces « ex » sont des orphelins. Jean-Pierre Gaudard montre, au contraire, que son enquête (2) l'a conduit à rencontrer nombre d'ex-communistes heureux. Non pas marqués ou déformés par leur passage et leur départ, mais ayant intégré leur expérience à leur vie sociale, professionnelle, voire familiale.

Comme le souligne l'auteur, la suspicion qui a longtemps frappé l'« ex » n'a été que le reflet du pouvoir culpabilisateur du PCF sur les intellectuels français - comme si tous partageaient en partie la terrible formule de Sartre : « *L'anticommuniste est un chien* ».

(1) J. Pierre Gaudard, *Les Orphelins du PC*, Ed. Belfond, Paris, 1986, 284 p.

(2) A laquelle a participé notre collaborateur Guy Barbier.

Le pouvoir du PC sur les consciences s'affaiblit, mais le « renégat » du PC reste souvent objet de méfiance. C'est peut-être - comme l'indiquait profondément Koestler - qu'un renégat, d'où qu'il vienne, fait peur. Non pas le renégat converti qui embrasse une nouvelle foi - celui-là, on le méprise simplement - mais « *l'ex-communiste ou le prêtre défroqué (qui) a perdu une foi et est devenu ainsi une menace pour l'illusion et un rappel du vide exécré et menaçant* ».

Ces « ex », on peut donc les entendre : ce ne sont pas des marginaux et il est - quantitativement - plus « normal » d'être sorti du PC que d'y être encore ! Aussi sont-ils, aux yeux de Gaudard, une « clef » pour comprendre le communisme. Grâce à eux, il approche le « *phénomène communiste* » à la fois du dedans et du dehors. D'abord objets d'étude, ils sont - eux qui sortent - un moyen d'entrer dans la logique du PC.

Démarche intéressante que cette étude de cas. Car l'analyse politique ne suffit pas à expliquer l'engouement massif ni la cécité devant les crimes, ni l'oubli des expériences passées. En revanche, cet oubli et la présence de différentes générations d'adhérents et de « revenants » permettent de mieux saisir que le parti a besoin de militants sans mémoire, la radiation des anciens du PC n'étant « *qu'une des formes de l'oubli dont a besoin (son) système* ».

Ainsi cet ouvrage sur les « ex » devient-il un livre sur ceux qui sont encore « au parti ». Voire sur tous ceux qui luttent au sein d'un groupe. Gaudard le sait, qui cite le psychanalyste Mathias Kodai : « *Il existe une puissance spécifique au groupe qui se résume à compter pour rien dans la multitude, à s'annuler dans son nombre, au nom de quelque chose de vraiment grand* ».

Il était temps d'écrire ce livre : on quitte moins le parti communiste parce qu'on... y entre moins. L'engagement y est moins profond. Donc la sortie, moins dramatique. Il n'y aura bientôt plus d'orphelins du PC...

Pierre RIGOULOT

### EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Principaux associés :  
Claude HARMEL,  
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :  
15, avenue Raymond-Poincaré  
75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs  
Abonnement annuel : 262 francs  
Etranger : 346 francs